

Coup de tonnerre pour le gouvernement

Jours comptés pour le trio Gobin-Dhaliah-Ramnarin



Le compte à rebours a déjà commencé pour deux membres du gouvernement, en l'occurrence le ministre Maneesh Gobin et le PPS Rajanah Dhaliah, mais aussi pour le directeur du SIT, Rajesh Ramnarain, tous amateurs de viande exotique de cerf et de Black Label, avec pour toile de fond des pots-de-vin de Rs 3, 5 millions en contrepartie d'une licence pour le 'Shooting and Fishing/ Eco-Tourism Lease' pour le ranch où se tenaient les 'rave parties' de Franklin ainsi que cette soirée arrosée en bonne compagnie à moins d'un kilomètre du lac sacré de Grand-Bassin. Une affaire qui réunit tous les ingrédients d'un cocktail explosif tandis que le Premier ministre, Pravind Jugnauth, veut faire croire qu'il mène une lutte sans relâche contre le trafic de drogue.

Arvin Boolell

INTERVIEW

« Si Franklin kozé, Lakwizinn prend difé »

Retrouvée enlisée dans une mare

Enlevée, séquestrée, et abusée sexuellement



BAI : Flashback

L'acte le plus honteux et impardonnable de ce GM, selon Mavis Latchman

Charge rayée contre Akil Bissessur

Sanjeev Teeluckdharry : « Nous avons pu déjouer un complot ourdi en haut lieu »

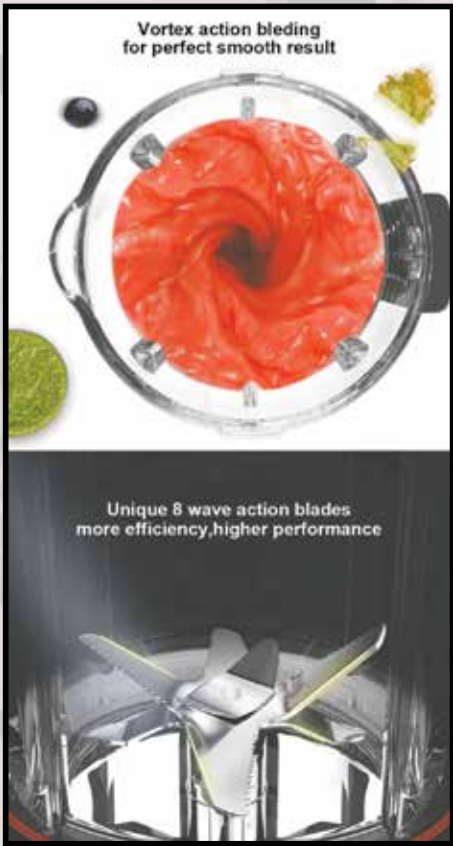


Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious
easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Coup de tonnerre pour le gouvernement

Jours comptés pour le trio Gobin-Dhaliah-Ramnarin

Cette soirée secrète, où il était question de pouvoir et d'argent, mais aussi de viande exotique, accompagnée de Black Label, est sur toutes les lèvres depuis quelques jours. Hier, Keegan Etwaroo a enfoncé le clou dans le cercueil du ministre de l'Agro-industrie, Maneesh Gobin, et du PPS, Rajanah Dhaliah, dans l'affaire de pots-de-vin de Rs 3, 5 millions en échange d'un permis de 'Fishing and Shooting/ Eco-Tourism Lease' pour le ranch se trouvant à proximité de Grand-Bassin et utilisé par Jean Hubert Celerine, alias Franklin, pour tenir ses 'rave parties'.

Cette fameuse fête s'était déroulée en septembre 2020 dans le ranch qui se situe au Stateland Dayot, à 700 mètres de Grand-Bassin. On se souviendra de la descente des enquêteurs de l'ICAC il y a environ un mois dans cet endroit jusqu'alors inconnu du public, et qui avait conduit à l'arrestation de Shaan Kumar Choolun, plus connu comme Mithun. Il est soupçonné d'être l'un des bras droits de Jean Hubert Celerine, alias Franklin, et président d'Eco Deer Park Association, détenteur officiel du bail pour ce terrain de 250 hectares.

Depuis environ trois semaines, les enquêteurs de l'ICAC disposaient de certaines évidences à l'issue des dépositions de certains protagonistes dans cette affaire. Ces derniers ont avoué les faits et ont tout expliqué en détail. En premier, c'est un 'whistleblower', un certain J, qui a expliqué avoir agi comme intermédiaire dans cette affaire en transportant à plusieurs reprises des grosses sommes d'argent pour les remettre à un autre intermédiaire qui est jugé comme faisant partie de la garde rapprochée de l'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie. Il s'agit de Rajesh Ramnarain, chairman du 'Sugar Investment Trust' (SIT) et cadre du 'Registrar of Associations'.

C'est en toute discrétion que le dénommé J a fait les va-et-vient dans les locaux de la commission anti-corruption où il a tout déballed. Et pendant la semaine écoulée, c'est l'ancien détenteur du bail, Keegan Etwaroo qui a été longuement entendu par les limiers. D'abord à titre de témoin, il a affirmé avoir effectivement fourni une importante somme d'argent pour le remettre à un préposé proche d'un ministre. Mais il a fini d'être interrogé 'Under Warning', car les enquêteurs soupçonnent qu'il a également commis un

délit sous la 'Prevention of Corruption Act' (POCA), pour avoir donné des pots-de-vin.

Cerf et Black Label...

Les négociations pour ces pots-de-vin remontent d'ailleurs à septembre 2020 lors d'une fête secrète organisée dans cette chasse, avec la présence d'un nombre limité de personnes. La veille, tous ceux qui avaient l'habitude de fréquenter cet endroit ont été ordonnés de ne pas s'y rendre, car « Boss la pou desan demain ». Ce dernier devait « dresse sa bannière zaffaire bail là ». L'endroit avait été nettoyé pour accueillir le boss et son équipe. Dans la matinée, une équipe de chasseurs s'était rendue sur les lieux afin de trouver un beau cerf qui devait être remis à boss-là. Une fois le cerf retrouvé, les chasseurs l'ont découpé et l'ont déposé sur place avant de quitter les lieux.

C'est dans l'après-midi que le boss est arrivé sur les lieux, à bord d'un 4x4, et accompagné d'une jeune femme. Le PPS Dhaliah et son proche collaborateur, Rajesh Ramnarain, étaient déjà sur les lieux à l'arrivée de Maneesh Gobin et son accompagnatrice, étant arrivés un peu plus tôt. C'est lors de cette soirée arrosée qu'il a été convenu qu'une somme de Rs 3,5 millions, au lieu de Rs 4 millions comme initialement proposée, allait être payée en plusieurs tranches. La bande aurait ensuite fait la fête et la partie de beuverie s'est poursuivie jusqu'aux petites heures du matin. Le deal scellé, viande de cerf en main, le ministre Gobin aurait alors quitté le lieu, accompagné de la jeune femme.

À ce stade, les enquêteurs de l'ICAC

n'ont pas encore collecté toutes les informations. Mais l'on précise que les choses sérieuses, soit la convocation des maillons importants de cette chaîne devrait débiter incessamment. Le ministre Maneesh Gobin, et son colistier au no. 7, le PPS Rajanah Dhaliah, ainsi que le nommé politique du MSM, Rajesh Ramnarain, figurent parmi ceux qui devraient, en toute logique, être interrogés dans cette affaire. En attendant, l'interrogatoire de Keegan Etwaroo devrait se poursuivre dans les jours à venir. Il est prévu qu'il fasse une déclaration publique sur sa déposition à l'ICAC une fois sa déposition terminée.

Qui est Rajesh Ramnarain ?

Son nom est cité comme celui qui collectait les pots-de-vin destinés à l'Ultimate Beneficiary'. Rajesh Ramnarain, outre d'être actif au no. 7 où avaient été élus Maneesh Gobin et Rajanah Dhaliah, est aussi un nommé politique du gouvernement. Il siège sur plusieurs boards. Il est chairman du SIT et du SIT Land Holdings Ltd. Il est également directeur du SIT Property Development Ltd, du SIT Leasure Ltd, de l'Omnican Holdings ainsi que Synnove Ltd.



Opération 'zoué sové'

Une éventuelle PNQ et une PQ déposée par E. Juman font craindre le GM



Un éventuel interrogatoire des trois protagonistes concernés par les allégations de pots-de-vin, à savoir le ministre Maneesh Gobin, le PPS Rajanah Dhaliah et le directeur de la SIT, Rajesh Ramnarain, pourrait provoquer d'importantes secousses au sein du gouvernement. Entretemps, l'Hôtel du gouvernement s'active à minimiser les dégâts. Aucune question parlementaire ne figurera ainsi à l'agenda de la prochaine séance parlementaire. Il est clair que la majorité

veut à tout prix éviter une nouvelle PNQ à ce sujet. Sans compter qu'une interpellation du député Eshan Juman risquait d'embarrasser grandement le gouvernement. « Whether, in regard to the lease of 250 acres of land allocated to Eco Deer Park Association, he will give the date of (i) application and (ii) approval and granted and (b) if the Hon. Minister made a site visit thereat before the lease was granted? », avait-il prévu de demander au ministre Maneesh Gobin lui-même.



EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Coup de tonnerre au MSM

Cette affaire de pots-de-vin impliquant pas un, mais trois membres du MSM, dont un ministre, un PPS et un nommé politique, est considérée comme une patate chaude pour le gouvernement. Car ces développements interviennent dans le sillage de l'affaire Franklin, alors que le Premier ministre dit vouloir mener une lutte sans relâche contre le trafic de drogue. Outre les allégations de pots-de-vin contre Maneesh Gobin et la présence de ce dernier dans le ranch utilisé par Franklin pour ses 'rave parties', l'on se souviendra aussi que c'est ce même Maneesh Gobin, également Attorney General, qui était dans la ligne de mire en ce qu'il s'agit de l'extradition de Franklin. Incapable de répondre aux questions pressantes de la presse, il avait d'ailleurs fait un *walk-out* de sa propre conférence de presse.

Avec le grand déballage qui est fait à l'ICAC concernant les dessous de toute cette affaire, les sombres desseins des uns et des autres nous paraissent maintenant un peu plus clairs. D'autres interrogations viennent néanmoins s'y greffer. Y a-t-il eu des tentatives d'étouffer volontairement la demande de La Réunion concernant Franklin ? D'ailleurs, une déclaration du Premier ministre faite le 26 février 2023 nous revient aussi à l'esprit. Pravind Jugnauth avait soutenu ce jour-là que « *pena demande d'extradition, kuma kapave extrade li ?* ». Or au Parlement mardi, il a affirmé que « *on 21st and 22nd of February that the Ministry of Foreign Affairs had received a request from the Embassy of France in a Note Verbale for the extradition to the French authorities of Mr JC and Mr JD* ».

Pourquoi le Premier ministre avait-il dit, le 26 février 2023, qu'il n'y avait aucune demande d'extradition à cette date alors qu'une demande avait été formulée quelques jours plus tôt, soit les 21 et 22 février, par l'ambassade de France, selon ses propres révélations au Parlement ? Avait-il menti ou avait-il été 'misled' ? Mais visiblement, le gouvernement n'arrive pas à gérer le dossier Franklin comme il se doit. Est-ce en raison des ramifications politiques qui commencent à se défilier devant nos yeux ébahis ? Est-ce pour cette raison que le gouvernement a joué à la sauvette en excluant les tranches de la PNQ et des questions adressées au Premier ministre et aux ministres ? D'autant que le député travailliste Eshan Juman avait déjà adressé une question spécifique sur la visite effectuée par l'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie, Maneesh Gobin, sur le ranch situé à proximité de Grand-Bassin ?

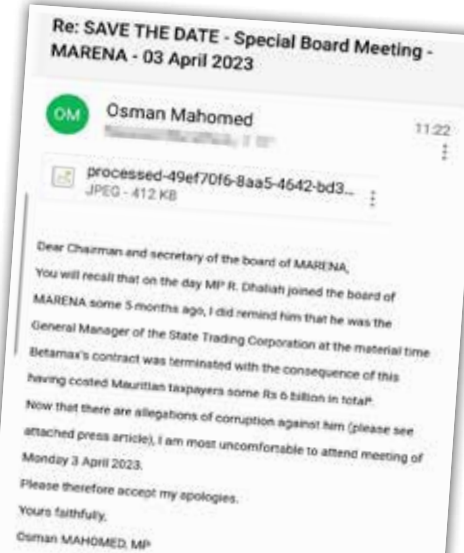
Ce qui est encore plus aberrant dans cette affaire de pots-de-vin, c'est que les négociations ont été tenues lors d'une soirée en bonne compagnie, où la viande de cerf a été distribuée et l'alcool a coulé à flots. Ce qui pourrait être perçu comme un sacrilège, le lac sacré du Grand-Bassin se trouvant à peine à quelques centaines de mètres où se tenait cette fête réunissant tous les ingrédients d'un cocktail explosif. Il sera fort intéressant de savoir ce qu'en pensent ces associations socioculturelles qui avaient fait tout un tam-tam concernant l'affaire katori, qui avait été délibérément mise hors contexte pour nuire à Navin Ramgoolam et de provoquer sa défaite lors des dernières élections. Les dirigeants de ces associations prendront-ils position sur la question, eux qui ne jurent que par le MSM de Pravind Jugnauth ?

Il faudra aussi voir ce que fera le Premier ministre à la lumière de ces développements, étant donné que l'interrogatoire de Gobin, Dhaliyah et Ramnarain semble désormais inévitable. Aura-t-il le courage de les révoquer tous, car ils occupent tous d'importantes fonctions ? Ce qui nous rappelle aussi le cas d'Ivan Collendavelloo dans l'affaire Saint-Louis, de Ravi Yerrigadoo dans l'affaire Bet 365, de Yogida Sawmynaden dans le sillage de l'enquête judiciaire sur la mort de Kistnen, ou encore de feu Raj Dayal dans l'affaire Bal Kouler...

MARENA

Le député Mahomed gêné par la présence du PPS Dhaliyah

Dans une correspondance adressée au chairman et au secrétaire du board de Marena hier, le député Osman Mahomed exprime sa gêne d'assister à une réunion de cette instance prévue pour demain, lundi 3 avril. Et pour cause ! Le PPS Rajanah Dhaliyah siège sur ce board depuis cinq mois. Le député travailliste rappelle que le PPS Dhaliyah, en tant qu'ancien directeur de la STC, avait fait perdre Rs 6 milliards au pays avec la résiliation du contrat de Betamax. « *Now that there are allegations of corruption against him [...], I am most uncomfortable to attend meeting of Monday 3 April 2023* », soutient Osman Mahomed.



Festival de terres

Des terrains détournés de leur usage initial

Alors que les dessous des négociations pour l'octroi d'un permis de 'Shooting and Fishing/ Eco-Tourism Lease' contre des pots-de-vin de Rs 3, 5 millions font surface, les langues commencent à se délier. C'est ainsi qu'on commence à parler d'un festival de terres, avec comme protagoniste principal, le ministère de l'Agro-industrie géré par Maneesh Gobin.

L'on évoque l'exemple de cette chasse de 170 hectares située sur la State Land D'Hauvillard, Ferrette et De La Leu à Plaines-Wilhelms/ Moka. Ce terrain accordé pour une durée de sept ans, à partir du 9 mai 2019 jusqu'au 8 mai 2026 aurait servi à l'aménagement d'une salle de fêtes où se tient des mariages

et d'autres réceptions. Or, ceux qui sont proches du dossier, insistent que cet usage n'est pas conforme aux conditions imposées dans le permis. D'autant que des arbres y auraient été abattus, ce qui serait en violation avec le contrat.

Un autre permis accordé à une société à la State Land Desenne & Valton, Rochery, Le Clerk and Gallanty, d'une superficie de 178.68 hectares, fait aussi jaser. Cette société compte parmi ses directeurs, le fils du chairman d'une importante institution censée être indépendante. Plus précisément parce qu'on y prête des connexions politiques.

Autre question qui se pose : ces permis ont-ils également été octroyés contre des paiements des pots-de-vin ?

Pas de questions parlementaires ce mardi

« C'est le sauve-qui-peut au sein du gouvernement ! »

Pas de questions parlementaires ce mardi 4 avril 2023. Une situation que les députés de l'Opposition dénoncent comme « *inacceptable* ».

« *C'est clair que le gouvernement se sent acculé par les questions de l'Opposition* », nous dit d'emblée Patrick Assirvaden. Selon lui, « *le gouvernement est en train d'esquiver les questions pour que le ministre Maneesh Gobin n'ait pas à répondre en ce qui concerne l'affaire Franklin. C'est le sauve-qui-peut au sein du gouvernement !* ».

Il ajoute que les membres de l'Opposition continueront de mettre la pression pour que les membres du gouvernement répondent aux questions. Il déplore aussi la façon de faire du Premier ministre qui avait brandi la photo de Jasmine Toulouse et cité son nom dans l'hémicycle, en violation flagrante des 'standing orders'. Le député rouge a écrit une lettre au Speaker concernant cet incident et dit attendre la réaction de ce dernier.

Le député Patrice Armance (PMSD) trouve quant à lui que la situation est très « malsaine » pour le gouvernement en ce moment. « *Le gouvernement se trouve extrêmement inconfortable face aux questions posées. Il est en train de « jouer sauver »* », dit-il. « *C'est inadmissible que les questions parlementaires soient remplacées par des projets de loi qui ne sont pas prioritaires pour le moment* », dénonce-il.

UP



Les institutions indépendantes du pays

Saluons toutes les institutions qui conservent leur indépendance face au pouvoir. Tout d'abord, il y a la presse dont le « *travail formidable* » dans l'affaire Franklin a été saluée par nul autre que le leader de l'Opposition. Puis, il y a l'Opposition parlementaire elle-même qui, dès la rentrée parlementaire, a commencé à demander des comptes au gouvernement. Ensuite, il y a la justice : ainsi, toutes les charges contre l'avocat Akil Bissessur, celui-là même qui était sur le radar du Premier ministre, ont été rayées. Finalement, il y a aussi l'Audit, qui a présenté son rapport détaillant les gaspillages d'organismes gouvernementaux sans peur ni faveur. Dieu merci, le pouvoir n'a pas encore accaparé toutes les institutions...

C'EST ÉCRIT

« Dans l'ensemble, aucun de nous n'arrive à *move on* depuis. Et avec l'affaire entrée en Cour, où à chaque fois, on nous demande de revenir dans deux mois ou dans un autre délai, les années passent, mais notre deuil, nous n'arrivons pas à le faire. La paix, nous ne l'avons pas. »

Les proches des victimes des inondations meurtrières du 30 mars 2013

Le Mauricien
30 mars 2023



A ÉTÉ DIT



« Je n'ai pas eu de communication officielle de cette nouvelle, mercredi, alors que la Mauritius Broadcasting Corporation, elle, le savait déjà et a traité le sujet dans son journal télévisé. »

Sherry Singh, sur le gel de ses avoirs par la FIU

« À ne pas oublier que mes comptes avaient été gelés alors que je devais m'acquitter de ma caution pour ma libération. »

Bruneau Laurette
31 mars

DOWN

Les gaspillages mis à nu par l'Audit

Comme à l'accoutumée, le rapport de l'Audit vient dévoiler d'effarants gaspillages des fonds publics. Cela alors que l'économie est au rouge et que la dette publique a augmenté par 49,7 % ces quatre dernières années. Et ce qui perdure depuis de nombreuses années, comme le fait remarquer le directeur de l'Audit lui-même dans le préambule du rapport, c'est l'absence de contrôle et de rigueur pour prévenir les gaspillages. Il serait grand temps qu'on ait un gouvernement responsable qui puisse mettre de l'ordre dans ce dysfonctionnement chronique de nos institutions.



Dans les coulisses

Transfert et recrutement alimentent les conversations

Jouissant de tous les privilèges possibles sous la direction de Singh à Mauritius Telecom, Karishma Beeharry-Moher a été transférée cette semaine. Celle qui se croyait intouchable après avoir tourné casaque l'année dernière passe ainsi du département de Communications à celui d'Enterprise Solutions, situé à Ébène. Ce transfert, jugé punitif, est cependant loin de plaire à certains qui estiment qu'elle aurait dû tout bonnement être remerciée, comme l'ont été d'autres, jugés proches de l'ancien CEO. Il nous revient aussi que la nouvelle direction s'activerait à faire un autre recrutement. Cette personne serait responsable du Data Centre de MT. Le hic, c'est qu'elle serait l'épouse d'un haut cadre d'une compagnie privée qui vient d'être éclaboussée dans une affaire d'allégations de pots-de-vin.

Qui s'en soucie ?



Les autorités jouent aux abonnés absents

Un habitant de Morcellement St. Daniel à Roche-Brunes se dit fortement incommodé par l'élagage de branches d'arbre, effectué par la municipalité de Beau-Bassin/Rose-Hill, dans un terrain vague jouxtant sa cour. En effet, les branches qui tombaient lors de leur élague ont détruit les barbelés sur sa clôture et sont laissées sur place. D'autres habitants en profitent pour se débarrasser de leurs propres branches mortes, voire d'autres ordures. Cette situation prévaut depuis février 2022, malgré plusieurs plaintes. Une demande de rencontre avec le maire de BB/RH est aussi restée lettre morte.

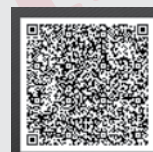


Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Q : Le Speaker dit n'avoir reçu aucune demande officielle concernant votre requête lancée publiquement pour qu'il annule votre suspension du Parlement. Comptez-vous le faire ?

C'était un appel collectif lancé par l'Opposition pour la bonne marche de la démocratie parlementaire. C'était une occasion pour le Speaker et le *Leader of the House* de se ressaisir. Je m'attendais à ce qu'ils suivent l'exemple de l'ancien Premier ministre Navin Ramgoolam qui, dans sa sagesse et en tant que bon démocrate, avait présenté une motion pour permettre à Paul Bérenger de retrouver sa place au Parlement suivant une suspension indéterminée, même si cela, j'imagine, n'avait pas plu au Speaker d'alors. Sa motion avait fait suite à un jugement de la Cour suprême qui avait statué que le Parlement devrait gérer ses propres problèmes, en vertu de la séparation des pouvoirs, à moins qu'il y ait de violations flagrantes des droits humains, comme ce fut le cas pour Navin Ramgoolam en janvier 1993 lorsqu'on voulait lui faire perdre son siège au Parlement.

La motion de Navin Ramgoolam avait prouvé qu'il n'y avait pas de collusion entre le Speaker et le *Leader of the House*, contrairement à ce qu'on voit aujourd'hui. La déclaration faite par le Speaker est étonnante, et je suis sûr qu'elle a été faite après consultation avec le *Leader of the House*. La demande collective de l'Opposition visait à donner l'occasion au Speaker pour qu'il se ressaisisse. Il n'a jamais été question d'envoyer une lettre. Je ne vais pas me courber devant lui, et je n'ai aucune intention de lui présenter des « *unreserved apologies* », comme il l'a demandé. *Over my dead body !* D'ailleurs, je constate que le Speaker est toujours aussi partial dans son approche.

Q : J'imagine que vous faites allusion au nom et à la photo de Jasmine Toulouse qui ont été brandis par le Premier ministre au Parlement, contrairement aux 'standing orders', et qui a fait l'objet d'une dénonciation officielle adressée au Speaker par Patrick Assirvaden...

Patrick Assirvaden a très bien fait, en rappelant au Speaker que le nom d'une personne qui n'est pas présente au Parlement ne peut pas être prononcé. Je suis content qu'il a soulevé la question avec l'*'Inter Parliamentary Union'* (IPU), dont il est membre. La séparation des pouvoirs est importante. Il faut qu'il y ait une ligne de démarcation claire et nette. Un Speaker ne peut pas socialiser avec les membres du gouvernement au Parlement. Un Speaker averti, qui connaît les « *standing orders* », aurait

Arvin Boolell



« Si Franklin kozé, Lakwizinn prend difé »

Le fonctionnement du Parlement, l'affaire Franklin, la lutte contre la drogue, l'économie... Ce sont autant de sujets que nous avons abordé avec le Dr Arvin Boolell, chef de file du PTr au Parlement, qui est toutefois toujours sous le coup d'une suspension...

■ Zahirah RADHA

d'ailleurs rappelé le Premier ministre à l'ordre. Ce n'est pas la première fois que le Speaker tolère les droits excédentaires du chef du gouvernement. La preuve, il lui a permis de donner une réponse kilométrique de plus de trente minutes rien que pour la première question de la PMQT, sans lui rappeler qu'il s'agissait d'un abus du temps. Mais je félicite l'Opposition pour sa ténacité, sa solidarité et son refus de se plier devant le Speaker qui veut la museler.

Q : La police a mis six longues années avant d'envoyer son dossier sur l'enquête Franklin, initiée en 2016, au DPP. Est-ce normal dans un pays où le chef du gouvernement dit vouloir « *kas lerein trafiquants* » ?

Si le combat contre la mafia de la drogue est effectivement sa priorité, il aurait dû assumer ses responsabilités. Déjà, quand son nom avait été cité par le trafiquant Peroumal Veeren lors des travaux

de la commission d'enquête sur la drogue, il aurait dû s'y présenter pour déposer. Maintenant, il tente de faire la politique sur cette commission. Faut-il que je lui rappelle quels sont les noms qui sont mentionnés dans ce rapport ? Aujourd'hui, Maurice est devenu une plaque tournante de la drogue, selon le *'United Nations Office on Drugs and Crime'*.

Ce fléau a infiltré les écoles et touche de nombreux jeunes. J'en ai personnellement témoigné et j'ai dû intervenir auprès du corps enseignant d'un certain établissement. Les *'hard drugs'*, comme l'héroïne et la cocaïne, ont augmenté par plus de 35% à Maurice. Selon un rapport de l'*Alzheimer International Society*, il y aura une haute incidence de démence parmi ceux qui atteindront l'âge de 40 ans dans les 15 ans à venir. C'est ce qu'on appelle « *bat dan latet* ».

S'il y avait une lutte sans merci contre la drogue, il n'y aurait pas eu de « *rave parties* » avec de la

cocaïne qui coule à flots. Dans le cas de l'*Eco Deer Park Association*, tout indique qu'il y a un lien entre un proche du MSM et des barons de la drogue. L'affaire tractopelle est au point mort et on ne sait toujours pas qui sont ceux qui font partie de ce réseau. Malgré ce que prétend le Premier ministre, c'est une lutte qu'on perd davantage sous ce gouvernement. L'affaire Franklin le prouve. Franklin est-il le véritable boss ? Je ne souscris pas à des on-dits, mais si Franklin ouvre sa bouche, *sa gouvernema la pou collapse couma ene House of Cards, Lakwizinn prend difé*.

Q : Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Le réseau Franklin a sévi pendant des années et il y a eu une sentence de sept ans qui a été prononcée contre lui *in absentia* à La Réunion. Il y a des interrogations sur la présence d'un proche de Pravind Jugnauth, en l'occurrence M. Seetaram, sur la coque du Wakashio. Il y a beaucoup de questions qui sont restées sans réponses depuis l'affaire tractopelle. Au lieu de démanteler l'ADSU et mettre en application les recommandations du rapport Lam Shang Leen, une *'Special Striking Team'* (SST) a été créée avec l'ASP Jagaï à sa tête. Cette unité est, semble-t-il, redevable envers Lakwizinn. D'ailleurs, dans le jugement de l'affaire Akil Bissessur, la magistrate Vidya Mungroo-Jugnath a fait état d'un arrêt à Hillcrest où un officier de la SST a recherché des instructions auprès d'une dame. Qui est cette dame ? Y a-t-il une femme à la tête de la police qui donne des instructions à certains enquêteurs de la SST ? C'est une bataille perdue sous ce gouvernement.

Q : Les autorités se penchent plus sur l'aspect de blanchiment d'argent dans l'affaire Franklin. Cela vous surprend-t-il ?

Il y a tellement d'interrogations dans l'affaire Franklin. Rien que la traduction de l'enquête menée dans le sillage de la commission rogatoire a pris des années et des années. Les autorités françaises ont fait plusieurs demandes pour obtenir certaines informations, mais en vain. On verra maintenant ce que la demande d'extradition donnera. Pendant tout ce temps, *justice has been denied*.

Sous la FIAMLA, le blanchiment d'argent n'est passible que d'une amende. Quand vous regardez la chronologie des événements, il est clair que le gouvernement n'a pas été réceptif à la demande des autorités françaises dès le premier jour. Et lorsque Franklin s'est lui-même fait piéger, il n'est inquieté que pour le blanchiment d'argent. Ce n'est qu'avec la pression

exercée par l'opposition, la presse et le public qu'on parle maintenant d'extradition.

N'oubliez pas que dans le passé, SAJ avait, sous l'*Immigration Act*, littéralement déporté Mme. Biganama *manu militari* alors qu'elle était enceinte de huit mois. Il y a ensuite eu le cas du Slovaque Peter Uricek, déporté malgré un ordre de la Cour. Le Premier ministre a raison quand il parle d'une infiltration de la mafia dans des institutions.

Q : Mais il a tenté de renvoyer la balle dans le camp de l'Opposition !

Il faut savoir qui sont ces mafieux qui ont infiltré ces institutions. Je ne parlerai pas du cas de Sherry Singh qui est subitement devenu indésirable alors qu'il avait été, pendant tout ce temps, proche du gouvernement. Je demande à la '*Financial Intelligence Unit*' (FIU), à l'ICAC et à l'*'Integrity Reporting Services Agency*' (IRSA) de bien faire leur travail. Jusqu'ici, ces institutions n'ont pas encore convoqué Franklin. J'ai entendu le Premier ministre parler d'une '*Financial Crime Commission*' qui sera chapeautée par l'ICAC.

Je vous rappelle que des députés de l'Opposition ont démissionné du comité parlementaire de l'ICAC parce que cette commission ne fonctionne pas. J'ai posé quatre PNQ sur l'affaire Angus Road. J'ai montré, preuve à l'appui, qu'il y a eu des paiements en liquide de plus de Rs 300 000. Il y a eu des affaires en cour. Mais l'ICAC a-t-elle fait son enquête comme il se doit ? Nous vivons dans un pays de *McMafia* et de *money politics*.

Q : Outre des on-dits sur le financement de certaines personnalités politiques du gouvernement par le réseau Franklin, des allégations de *bribes*, de l'ordre de Rs 3, 5 millions, impliquant un ministre, sont venues se greffer à cette affaire. Est-il possible que celle-ci soit liée à des connexions politiques, d'où la protection occulte dont semble jouir le principal protagoniste ?

La première question qu'il faut se demander : l'*Eco Deer Park Association* appartient-elle à quelqu'un qui répond sous le nom de M. Choolun ? Je m'attends à ce qu'un *integrity report* soit commandité. C'est uniquement sous pression que le bail a été résilié après qu'il y ait eu des '*rave parties*'. Qui était l'organisateur de ces *rave parties* ? Le nom de Franklin a été mentionné. Y a-t-il quelqu'un d'autre que Franklin ? Il faut savoir qu'il y a des demandes pour des drogues dans certains hôtels. Aujourd'hui, le prête-nom est devenu un acquis dans l'opération « *rinçé, percé, met sec* ». Il y a tout un circuit qui est concerné.

Franklin, qui est condamné par une cour de justice, a pu se rendre à Madagascar et à Dubaï. Doit-on donc s'étonner qu'il y ait eu une *Black Label Party* où des cuisses de cerfs ont été partagées ? Tout est mercantilisé. Maintenant, il y a un *whistleblower* qui a tout déballe à l'ICAC. Il dit même avoir vendu sa pelleuse pour pouvoir satisfaire les demandes d'un conseiller de ministre. C'est un cas flagrant de *bribery*. J'espère que l'ICAC fait son travail avec diligence.

Q : Faut-il s'attendre à des développements, sachant que dans plusieurs cas, des enquêtes de la commission anticorruption traînent toujours ?

La mise en place d'une *Financial Crime Commission* transformera l'ICAC en un monstre. Envers qui celle-ci sera-t-elle redevable ? Envers la population ou envers un parti politique ? On veillera à ce qu'il n'y ait pas de *U-Turn* dans cette affaire où un ministre est maintenant concerné. D'autant qu'un dénonciateur, qui a retenu les services de Me Yash Bhadain, a vidé son sac à l'ICAC.

Dans l'affaire Saint-Louis, Ivan Collendavelloo avait été révoqué du cabinet ministériel sur la base d'un morceau de papier où était inscrit son nom. Dans le présent cas, il y a un *whistleblower* qui est venu avec des informations fiables qui seront corroborées avec la version de celui qui a accédé à la requête d'effectuer ce paiement. C'est encore plus grave.

Q : Vous avez aussi fait état, sur une publication sur Facebook, d'un élevage de singes à Rose-Belle. De quoi s'agit-il ?

Le permis concerne un terrain de 350 arpents à Rose-Belle pour l'élevage de singes. Ce projet de la compagnie *Hammer Head International Ltd* avait déjà été approuvé et démarré avant même que le ministère de l'Agro-industrie n'émette la '*letter of intent*'. Celle-ci n'a été octroyée que sous pression de l'Opposition et la presse. Il faut se demander pourquoi. Où est la bonne gouvernance ? N'oubliez pas que Maurice vient tout juste de sortir de la liste grise de l'ESAAMLG et la liste noire de l'UE. D'ailleurs, nous sommes encore une fois sous surveillance après l'affaire Adani qui a utilisé des *shell companies* à Maurice pour faire gonfler ses actions.

Outre d'être une *tax haven* et une plaque tournante de la drogue, Maurice devient maintenant un havre pour le blanchiment d'argent et le '*round tripping*'. Quand il s'agit de crimes transfrontaliers, on doit prendre les devants pour répondre à l'appel des pays qui croient foncièrement dans la démocratie et qui se plient devant la *European Court of Human Rights*. Quand on agit tardivement, c'est notre réputation ainsi que le bon déroulement de notre démocratie qui sont compromis. La séparation des pouvoirs est brouillée. Sous ce gouvernement véreux, la réputation de notre pays en prend un sale coup, que ce soit selon le rapport V-Dem qui cite Maurice comme un pays en voie d'autocratie, le *Global Economics Prospect Report* de la *World Bank*, le *Moody's Report*, le *Country's Report* du FMI ou encore le *Transparency International Report 2023*.

Q : Il est évident, selon le dernier rapport de l'Audit, que les gaspillages à gogo des fonds publics perdurent tandis que la population continue de souffrir de la cherté de la vie. N'est-ce pas paradoxal ?

C'est inacceptable ! C'est pour cela que nous avons, au PTR, proposé un *Programme-Based Budgeting*. Cela aurait permis plus de transparence et de redevabilité. Il faut qu'on revoie le mode de fonctionnement du Parlement pour permettre aux ministres de répondre devant des comités parlementaires, comme c'est le cas en Angleterre.

La BoM doit cesser d'être l'ATM du gouvernement tandis que la population souffre énormément. Au lieu de transférer des titres gouvernementaux à la Banque de Maurice pour la recapitaliser, conformément à la Section 10(5) de la *BoM Act*, suivant la chute du

Y a-t-il une femme à la tête de la police qui donne des instructions à certains enquêteurs de la SST ?



Q : La séparation des pouvoirs n'est-elle pas davantage compromise avec la déclaration insultante faite par le Premier ministre contre une magistrate à Surinam récemment ?

D'abord, cette rencontre elle-même était un affront aux ministres de cette communauté et ceux de la circonscription concernée, puisqu'elle a été tenue sans leur présence. Ensuite, il a utilisé cette plateforme pour mettre en doute la compétence d'une magistrate qui a été nommée par la '*Judicial and Legal Services Commission*' (JLSC), présidée par la cheffe-juge, Rehana Mungly-Gulbul. Cette dernière ne peut pas rester tranquille, d'autant qu'elle peut aussi être appelée à faire la suppléance à la présidence. Il en est de même pour le nouveau DPP qui a fait face à une campagne de harcèlement.

Selon la bande sonore circulée par le député Eshan Juman, il est clair que le Premier ministre a commis un *contempt of court*. Il veut maintenant justifier l'injustifiable. Ce gouvernement joue d'ailleurs avec l'arme communale. Mais ses jours sont comptés. Le pays mérite mieux.

capital et des réserves, passant de Rs 10 milliards à Rs 5 milliards en décembre 2022, le gouvernement a choisi de déprécier la roupie en vue de gonfler artificiellement les caisses de la BoM. C'était le même cas en 2020-2021 suivant le transfert de Rs 55 milliards dans les caisses du gouvernement.

La roupie s'est dépréciée par plus de 7% par rapport au dollar et à l'euro depuis le début de cette année. L'euro a franchi la barre de Rs 50 alors que le dollar frôle les Rs 48. Ce qui accentue la pression sur les prix, tout en augmentant l'inflation qui est déjà à deux chiffres. C'est la population qui paye le prix fort alors que les caisses de l'État sont renflouées à travers les revenus de la TVA, et des carburants, entre autres.

La dépréciation de la roupie et le taux élevé de l'inflation finiront par déstabiliser l'économie, puisqu'ils décourageront l'investissement et impacteront la croissance. Mais le gouvernement semble s'en fiche et continue de faire des promesses populistes. C'est pour cela que ce gouvernement doit partir.

Charge provisoire contre Akil Bissessur rayée

Me Sanjeev Teeluckdharry : « Nous avons pu déjouer un complot ourdi en haut lieu »

Akil Bissessur et sa compagne Doomila Moheeputh avaient été arrêtés le 19 août 2022 suite à une perquisition hautement médiatisée de la 'Special Striking Team' (SST) au domicile de cette dernière à Palma, et la saisie de 53 grammes de drogue synthétique, comme alléguée par la police. Une accusation provisoire de trafic de drogue avait été retenue contre eux. Mais cette charge a été rayée par la magistrate Vidya Mungroo-Jugurnath siégeant en cour de Bambous le 28 mars dernier, après une motion en ce sens logée par la défense, par Me Sanjeev Teeluckdharry.

Quels seront les retombées de cette affaire ? Pour Me Teeluckdharry, « nous avons pu démasquer des policiers voyous et démasquer un complot qui se tramait au plus haut niveau, impliquant le gouvernement, la force policière et la 'Special Striking Team' ». Selon lui, il n'y a jamais eu de preuves qu'Akil Bissessur était impliqué dans le trafic de drogue. La police n'avait aucune « reasonable suspicion » qui justifiait la perquisition au domicile de Doomila Moheeputh et l'arrestation du couple. La police n'a ainsi pu étayer (« substantiate ») l'accusation suivant la complétion de l'enquête. « Il n'y a pas eu de 'main case' (logée sous une charge formelle) car il n'y avait rien qui justifiait son arrestation et l'accusation logée contre lui après que l'enquête ait été complétée », explique-t-il.

L'homme de loi affirme que la police a failli dans tous les sens du terme. « La police n'a pas fait son travail comme il le faut. Les policiers n'ont pas suivi les procédures et les 'Judges' Rules », déplore-t-il. « Valeur du jour, nous avons une police qui se croit tout permis. Les policiers, notamment les membres de la 'Special Striking Team' (SST), ont agi comme des voyous. C'est dangereux et inadmissible que la police puisse agir ainsi dans une démocratie et dans un État de droit », dénonce-t-il. « Avec eux, on peut s'attendre à ce qu'il ait du 'planting' de drogue dans d'autres affaires et concernant d'autres suspects », prévient-il. Il lance un appel au Commissaire de police de faire son travail comme il le faut et espère que ce dernier prendra des sanctions contre ces policiers qui ont agi de manière « inacceptable » dans cette affaire.

« Le radar a-t-il mal fonctionné ? » se demande-t-il d'ailleurs. « Les gens doivent garder en tête qu'un Premier ministre, qui est à la tête du gouvernement, avait affirmé qu'Akil Bissessur était sur 'nou radar' depuis quelques temps. Mais là, il a subi un cinglant désaveu du judiciaire », condamne-t-il. Il ajoute : « Je trouve cela aberrant qu'un Premier ministre s'ingère dans les opérations policières, ce qui n'augure rien de bon pour notre démocratie ».



L'avocat se dit soulagé que le judiciaire a agi comme un rempart contre les dérives de l'exécutif. « Fort heureusement, il y a eu le 'checks and balances' du judiciaire, qui a fait son travail comme il le faut », souligne-t-il. Il ajoute aussi que ce jugement est très important sur le plan des droits humains.

Il avertit aussi que de nos jours, le gouvernement est en train d'utiliser la drogue comme prétexte pour marquer un score politique et comme une arme contre les opposants du régime. « Le gouvernement va dramatiser les affaires de drogue pour avoir plus de popularité. Cela deviendra de plus en plus difficile pour les prévenus de prouver qu'ils ne sont pas impliqués dans le trafic de drogue », met-il en garde.

Propos et photo balancés par le Premier ministre

Gobin et Ganoo s'en lavent les mains

Deux faits différents. Deux ministres interrogés. Une réaction similaire notée. On parle ici des propos tenus par le Premier ministre contre une magistrate et le DPP à Surinam il y a deux semaines de cela, et la photo de l'artiste Jasmine Toulouse brandie, toujours par le Premier ministre, au Parlement mardi dernier. Dans les deux cas, les ministres interrogés, à savoir Maneesh Gobin et Alan Ganoo, ont cloué au pilori Pravind Jugnauth.

Le premier ministre à avoir « coulé » le chef du gouvernement est Maneesh Gobin. Interrogé, en tant qu'Attorney General, sur la déclaration du Premier ministre contre des membres du judiciaire devant une assistance sélecte, Maneesh Gobin a confirmé qu'un jugement peut être critiqué, sans toutefois critiquer « la personne » qui l'a émis. Ce qui confirme ainsi ce qu'avait dit Navin Ramgoolam et d'autres interlocuteurs.

Mais la démarche de Maneesh Gobin est étonnante, surtout qu'il est d'habitude un ardent défenseur du Premier ministre et des décisions gouvernementales. Certains y voient anguille sous roche, sachant que le ministère de l'Agro-industrie qu'il gère également se retrouve sous les feux des projecteurs dans le sillage de l'affaire Franklin, surtout concernant les baux accordés à certaines compagnies. Était-ce un moyen pour lui de rappeler subtilement au Premier ministre qu'il n'est pas non plus blanc comme neige ? La question se pose.

Quant à la photo de Jasmine Toulouse, le ministre Alan Ganoo s'est tout simplement dédouané en envoyant la balle dans le camp de Pravind Jugnauth. « C'est le Premier ministre qui m'a demandé une copie de la photo », a-t-il répondu, laissant ainsi à Pravind Jugnauth la responsabilité de son acte. Il est évident qu'Alan Ganoo, en tant que parlementaire de longue date, ne voulait pas endosser la paternité de cet acte ignominieux.

Questions à

Jasmine Toulouse : « Je ne peux exprimer cette révolte que je ressens »

Jasmine Toulouse, artiste engagée contre la pauvreté, travailleuse sociale et candidate battue du MMM dans la circonscription n° 14 (Savanne-Rivière-Noire) lors des dernières législatives, nous a accordé cet entretien après que le Premier Ministre ait brandi une photo d'elle aux côtés de Jean Hubert Celerine, alias Franklin, lors de la rentrée parlementaire mardi dernier, tout en citant son nom. Choquée et révoltée par ce geste, cette mère de deux enfants, dont un âgé de deux ans seulement, dit craindre les retombées sur sa carrière.

Q : Que ressentez-vous après ce geste du Premier ministre ?

Je ne peux exprimer cette révolte que je ressens. Je suis toujours traumatisée par ce qui s'est passé. Je suis assez solide mais j'ai été secouée par cette situation. Cela m'a fait beaucoup de mal et m'a porté un grave préjudice. Je suis très triste que nous sommes arrivés à ce niveau dans le pays. C'est très 'cheap' ce qui s'est passé.

Ce n'est pas parce que Pravind Jugnauth jouit de l'immunité parlementaire qu'il peut se permettre de porter atteinte à la vie personnelle et professionnelle d'une personne qui n'est pas membre du Parlement. Je dois aussi faire ressortir que c'est le ministre Alan Ganoo qui avait glissé la photo au Premier ministre lors de cette séance parlementaire. Je lui en veux encore plus qu'au Premier ministre. Nous avons été adversaires aux dernières législatives, mais je suis actuellement une simple citoyenne qui travaille dur pour pouvoir nourrir sa famille. Je n'éprouve plus aucun respect pour le ministre Alan Ganoo.

Q : Craignez-vous d'autres répercussions ?

Le Premier ministre ne m'a pas seulement privé de 'mo bouchée manzé', mais il a aussi porté atteinte à mon image. Les gens peuvent croire que je suis impliquée dans le trafic de drogue. J'éprouve toujours une certaine appréhension car je pourrai subir d'autres discriminations à l'avenir. Les organisateurs pourraient ne pas m'inclure dans leurs événements. J'ai déjà perdu un contrat. Mon travail me permet de contribuer aux dépenses familiales, d'autant que mon époux est jardinier et que nous devons faire beaucoup d'efforts pour joindre les deux bouts face à la cherté de la vie. Ma maison est toujours en construction et à la fin de chaque mois, je dois déboursier une somme d'environ Rs 13 000 pour payer mon emprunt.

Q : Quand cette photo de vous avec Jean Hubert Celerine, alias Franklin, a-t-elle été prise ?

Cette photo a été prise lors d'une fête en 2013, ce qui fait quand même assez



longtemps. Comme artiste, je suis souvent invitée dans des événements. À cette époque, je ne savais même pas que je serais candidate aux élections un jour. Je ne cacherai pas que Jean Hubert Celerine et moi avons grandi dans le même village. Même si je l'ai connu, cela ne veut pas forcément dire que j'étais au courant de tout ce qu'il faisait. J'ai pris des photos avec beaucoup de Mauriciens.

Q : Êtes-vous interpellée par l'ampleur du fléau de la drogue ?

La drogue gagne du terrain et est en train de finir la jeunesse. J'estime que le gouvernement est en train de faire la sourde oreille sur plusieurs propositions qui ont été faites pour combattre la drogue. Que sommes-nous en train de faire pour les jeunes qui sont pris au piège de la drogue ? Dans le même élan, je pense que le sport aussi meurt à petit feu dans le pays. Quant aux artistes, on les a délaissés. Je pense que je serai candidate une nouvelle fois aux prochaines élections, car j'ai envie d'apporter un changement dans la vie des gens.

Karuna Jhoomuck, retrouvée enlisée dans une mare

Elle accuse son ex-mari et trois acolytes de l'avoir enlevée, séquestrée, et abusé sexuellement d'elle



Portée disparue depuis plusieurs jours, Karuna Jhoomuck avait été retrouvée enlisée dans une mare près de sa maison à Poste-Lafayette. Elle accuse quatre hommes, dont son ex-mari, de l'avoir enlevée, séquestrée et d'avoir abusé d'elle sexuellement.



Karuna Jhoomuck, dans la quarantaine, aussi connue comme Poonam, était portée disparue depuis le 21 mars dernier. Après plus de 7 jours de disparition, elle a été retrouvée près d'une digue connue comme Bras d'Eau, à quelques mètres seulement de la maison où elle habitait avec sa famille, à Poste-Lafayette.

Ce sont trois jeunes qui étaient partis cueillir des jambons dans la forêt entourant la digue qui ont été alertés par les cris de Poonam, et qui l'ont secourue.

Elle était à moitié enlisée dans une mare. La quadragénaire, traumatisée, avait été admise à l'hôpital Bruno Cheong.

Dans sa déclaration à la police, Karuna Jhoomuck a indiqué que quatre individus, dont son ex-mari, l'auraient séquestrée et abusé d'elle sexuellement. Selon sa version, elle marchait en direction de la route principale de Poste-Lafayette lorsque quatre individus, dont son ex-mari, qui voyageaient à bord d'une voiture, l'ont accostée et ont offert

de la conduire chez elle. Vu que son ex-mari se trouvait parmi eux, Karuna Jhoomuck n'a pas hésité à monter à bord du véhicule. Mais au lieu de la ramener chez elle, ils l'auraient emmenée au domicile de son ex-mari où ils auraient abusé d'elle sexuellement. Karuna est restée séquestrée dans la maison pendant quelques jours puis elle a été abandonnée par les quatre hommes dans les bois à proximité de sa propre maison, où elle avait été retrouvée enlisée dans une mare.

Cathy Toussaint, la belle-sœur de Karuna, nous explique que Karuna s'était mariée, mais peu de temps après avoir donné naissance à une fille, elle s'était séparée de son époux et vivait depuis avec sa mère, son frère et sa belle-sœur. Cathy Toussaint nous explique aussi que Karuna est faible d'esprit depuis sa naissance mais arrive néanmoins à comprendre lorsqu'on lui parle. Elle

suit aussi un traitement psychiatrique. Le jour de sa disparition, elle comptait apparemment se rendre chez une proche qui habitait non loin de chez elle, et chez qui elle se rendait souvent.

Le frère de Karuna, Rakesh Jhoomuck, éprouve une profonde colère contre les personnes qui ont malmené sa sœur. « Ma sœur ne mérite pas ce genre de traitement », nous lance-t-il. La mère de Karuna, Lalita Jhoomuck, après sept jours d'angoisse, est très soulagée après que sa fille ait été retrouvée, mais éprouve maintenant une sourde colère contre les personnes qui ont fait subir ce calvaire à sa fille.

Les membres de la famille Jhoomuck espèrent que la police arrivera à retracer les coupables et que justice soit rendue d'une façon ferme car ils n'arrivent pas à concevoir et à accepter qu'on ait pu faire du tort à une personne mentalement inapte.

Après qu'un récidiviste ait menacé de les tuer...

Une mère et ses enfants vivent dans la terreur

Sabihaba et ses trois enfants vivent dans la frayeur chez la sœur de celle-ci à Vallée-Pitôt. En effet, un homme qui a menacé de la tuer ainsi que ses enfants, est en cavale, étant activement recherché par la police. « Je ne dormirais tranquille que quand il sera coffré par les forces de l'ordre », nous confie Sabihaba.

Sabihaba, dans la quarantaine, est une mère de trois enfants, habitant Vallée-Pitôt. Avec ses enfants, elle s'est réfugiée chez sa sœur, non loin de chez elle. Ils se cachent en effet du voisin de Sabihaba, un récidiviste qui, selon elle, a déjà été condamné et qui a menacé de la tuer ainsi que ses enfants. L'homme est actuellement en cavale, étant activement recherché par la police, suite à la déposition de Sabihaba après qu'il eut proféré des menaces de mort contre elle et ses enfants. Le mari de cette dernière est dans un état critique, ayant été admis à l'hôpital Dr. Jeetoo suite à un accident de la route six mois de cela.

Sabihaba nous fait le récit de sa mésaventure. Tout a commencé le dimanche 26 mars. Sabihaba rentrait chez elle après avoir rendu visite à son époux à l'hôpital. Son voisin, qui habite juste en face d'elle, était en train d'avoir une discussion

avec sa propre mère. Il voulait apparemment de l'argent pour pouvoir acheter de la drogue. Sabihaba et lui avaient eu quelque petites altercations dans le passé. Selon les dires de celle-ci, cet homme a déjà été condamné dans le passé pour meurtre.

Après en avoir terminé avec sa mère, l'homme s'en est pris à elle. En effet, il a commencé à la menacer de mort. Il a aussi menacé de tuer les enfants de Sabihaba, voulant apparemment mettre à profit l'absence du mari de celle-ci.

Le voisin n'a pas manqué de préciser à la quadragénaire qu'il n'a pas peur de la police et de la justice car il a déjà été en prison. « Li dir mwa ki li pa per la police, line deza fer prison ek li pa per pou touye moi ek mo ban

zenfan », dit-elle.

Cette dernière ne prend pas ces menaces à la légère, et craint ainsi que le voisin ne mette ses menaces en exécution et ne l'a tue, ainsi que ses enfants. Elle a déjà porté plainte au poste de police de Vallée-Pitôt.



Hélas, l'homme a pris la fuite, et est activement recherché par la police.

Sabihaba et ses enfants ont pu trouver refuge chez la sœur de celle-ci, qui habite non loin de là. Mais Sabihaba vit toujours dans la frayeur. Elle craint en effet que l'homme ne la retrouve ou que ses enfants ne croisent son chemin. Elle espère ardemment que l'homme soit coffré une bonne fois pour toutes par la police.

Flashback sur le crash de la BAI/Bramer et la situation 8 ans après

L'acte le plus honteux et impardonnable de ce gouvernement

Le lundi 3 avril 2023 marquera le triste 8^e anniversaire de l'effondrement du conglomérat BAI et de la banque Bramer. Or, il semblerait que cet incident qui a affecté la vie d'un cinquième de la population mauricienne, sans oublier de nombreux étrangers, a été relégué au passé. Cependant, ces dizaines de milliers de victimes ne pourront oublier ou effacer ce drame de leur vie. Donc, flashback sur ce jour fatidique du 3 avril 2015.

■ Par Mavis LATCHMAN

C'était un Vendredi Saint, soit deux jours avant la Pâques qui, tout en étant une fête chrétienne, est une occasion de fête pour toutes les communautés de notre île multiraciale, multireligieuse, et pluriculturelle. Donc, en ce vendredi, les gens se préparaient à la fête mais en se rendant à la banque Bramer, ils découvraient qu'elle était pratiquement prise d'assaut et qu'elle était fermée. Grand désarroi, car personne n'y comprenait rien.

Puis, il y avait eu une onde de choc quand le Premier ministre d'alors, feu Sir Anerood Jugnauth, annonçait à la radio que la BAI était un vaste 'Ponzi Scheme', que les millions ou milliards investis dans le plan 'Super Cash Back Gold' (SCBG) avaient été transférés à l'étranger et que le gouvernement n'allait pas les rembourser, entre autres. En apprenant cette nouvelle, un client devait même mourir d'une crise cardiaque.

Il ne faut pas oublier que le crash de la BAI survient quelques mois seulement après les élections de décembre 2014. L'euphorie d'avoir fait tomber l'ancien régime était toujours présent.

Comme on le sait, à la suite de ce crash, les victimes ont remué ciel et terre, les conférences de presse se sont succédées, ainsi que les rencontres avec ceux qui détiennent le pouvoir et les marches pacifiques, sans oublier une grève de la faim, sans résultat. En effet, le gouvernement avait tout fait pour persécuter les victimes et avec leur lavage de cerveau, ils ont antagonisé les gens qui n'avaient pas été affectés contre les victimes. On a souvent entendu ce refrain de l'homme de la rue, qui ne connaissait rien au problème : « *Qui vous a dit de mettre votre argent dans la BAI ?* ».

En NATIONALISANT l'ensemble, le gouvernement est devenu propriétaire du conglomérat, distribuant les biens du groupe ou les bradant pour des miettes à ceux qui étaient proches de lui et sans nul doute, ceux qui l'avaient le plus soutenu lors des élections.

Quant aux victimes, face à des conditions qui changeaient régulièrement et des lois discriminatoires, elles ont été remboursées en partie, à 50 % seulement. Dans cette catégorie, il y a tous les étrangers, dont UN qui n'a pas reçu un sou à ce jour.

Il ne faut pas oublier que:

1. Le PM d'alors avait publiquement déclaré qu'en apprenant que la BAI avait un problème, il avait retiré son argent et fermé son compte auprès de la banque

Bramer, chose carrément inacceptable dans tout pays qui se respecte, mais dans la république bananière que nous sommes, tout est permis pour ceux qui détiennent le pouvoir. À noter que d'autres ministres, dont le PM actuel et un ancien ministre de la Bonne gouvernance, ainsi que des membres de leurs familles, avaient aussi retiré leur argent et fermé leurs comptes.

Ici, je dois préciser que l'investissement de cet ÉTRANGER mentionné ci-dessus et qui n'a pas été remboursé un sou à ce jour, n'aurait jamais dû être fait, car il avait été effectué après les retraits des ministres et proches du gouvernement.

2. Les entités gouvernementales avaient effectué des retraits massifs qui sans nul doute, avaient causé, sinon augmenté, le problème de liquidité de la banque. Quid des transactions boursières par millions, faites à partir des élections de décembre 2014 jusqu'au crash? Pourquoi les institutions n'ont pas agi lors de ces transactions inhabituelles et douteuses ?

Quelle est la situation 8 ans après ?

Qui en a le plus profité ? Sans nul doute, c'est le GOUVERNEMENT et ses acolytes, au détriment des clients. Ce n'est pas facile de devenir propriétaire d'une banque et d'une compagnie d'assurance, entre autres, du jour au lendemain, et sans investissement. La Maubank, ainsi que d'autres compagnies comme Courts et Apollo Bramwell, entre autres, saisies et ensuite bradées avec favoritisme, sont prospères, on l'entend.

Puis, il y a eu les conservateurs, administrateurs ou autres liquidateurs, qui se sont fait des millions sur la tête des clients. Il ne faut pas oublier le fameux rapport N'Tan, qui a coûté des millions, mais qui n'a pas confirmé l'existence d'un 'Ponzi Scheme' et qui a tout simplement dit que c'était « *Ponzi-like* ».

Les PROPRIETAIRES du conglomérat qui ont été victimes de toutes sortes d'accusations ne sont peut-être pas entièrement innocents mais ils ont toujours respecté leurs engagements vis-à-vis de leurs clients, qui ne leur ont jamais reproché quoi que ce soit. En effet, ayant toujours travaillé dans le secteur privé, je peux confirmer qu'ils fonctionnaient comme d'autres groupes privés et qu'ils ne sont pas plus coupables que d'autres. Il ne faut pas oublier que M. Rawat avait commencé à redresser la situation sur le plan de la liquidité suite aux commentaires du FMI et dans ce cas précis, il voulait transférer de l'argent

mais le gouvernement n'a pas respecté ses propres engagements et a agi de façon ignoble en ne lui donnant pas le temps de le faire. D'ailleurs, est-ce qu'il n'entamait pas des démarches pour vendre ou conclure un partenariat ? Il ne faut pas oublier le traitement inhumain et les arrestations arbitraires des membres de sa famille, qui ne pourront jamais oublier ceci.

La souffrance des clients

Les CLIENTS (SCBG et BAML) qui, de façon discriminatoire, ont été remboursés à des pourcentages différents, ont terriblement souffert et souffrent toujours de cet acte prémédité et irresponsable du gouvernement. Il y a eu plusieurs morts ; il y a eu des personnes âgées ou malades qui ne pouvaient plus se soigner ; il y a eu des jeunes qui ont dû abandonner leurs études ou encore des personnes qui ont perdu leurs biens car dans l'impossibilité d'honorer leurs remboursements. En général, beaucoup de personnes sont tombées dans la pauvreté après de très longues années de dur labeur. Cependant, à l'approche de nouvelles élections, ils gardaient toujours l'espoir qu'ils allaient récupérer ce qu'on leur avait volé. Grande a été leur déception lors des élections de 2019 où on leur avait fait croire ou comprendre que si jamais le gouvernement revenait au pouvoir, ils allaient être remboursés. Oui, le gouvernement est bien revenu au pouvoir mais a maintenu qu'il n'avait rien promis, et les victimes n'ont rien obtenu.

Les ACTIONNAIRES (dont je fais partie, comme actionnaire minoritaire) ont simplement été ignorés et rayés de la liste, sans aucune communication. S'il y a un problème dans une compagnie, les actionnaires devraient être les premiers avertis et c'est à eux de prendre des décisions. On aurait pu avoir un 'Special Rights Issue'. J'y reviendrai en temps et lieu.

Les INSTITUTIONS, qui n'agissent plus selon leur objectif défini mais sont toutes devenues pro-gouvernementales. Des correspondances envoyées aux différentes institutions (ICAC, FSC, IRSA etc.) en 2016 et 2017 sont toujours en attente d'une réponse, surtout en ce qui concerne le délit d'initiés. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de commission d'enquête? Quant à la MBC, elle est devenue la propriété privée du gouvernement, quoique payée par tous. En effet, le gouvernement a déjà tous les pouvoirs, mais ironie, le peuple paie les institutions



non pas pour qu'ils défendent leurs intérêts, mais ceux du gouvernement.

Le PEUPLE. La situation à Maurice est critique aujourd'hui – 'Paradise Island' étant devenu 'The Land of Scandals' – et sauf pour ceux qui soutiennent le gouvernement et qui profitent de ses largesses, le peuple en général se plaint et souffre du coût élevé de la vie. Mais c'est le résultat de leur égoïsme, de leur indifférence et de leur approbation de ce que dit et fait le gouvernement, au lieu d'avoir leur propre opinion. Au lieu de répéter que les victimes de la BAI/Bramer ont été remboursés par l'argent des contribuables, ils devraient se poser la question : qu'est devenu l'argent et des nombreux biens, propriétés, compagnies, véhicules et autres ? Je reste convaincue que si au lieu d'accuser la BAI/Bramer, les gens avaient voulu voir la vérité, il n'y aurait pas eu de scandales Air Mauritius et Mauritius Turf Club, entre autres, par la suite. Pendant que le gouvernement et ceux qui le suivent s'enrichissent, le peuple s'appauvrit.

De plus, et ce qui est encore plus grave, c'est que la démocratie disparaît et cède la place à l'autocratie, voire même à une dictature. Avec ses lois répressives, le gouvernement et ceux proches de lui se permettent d'insulter toute personne qui ne le défend pas ou qui simplement n'approuve pas ses actions.

MOI. Le gouvernement aura beau se vanter de sa générosité envers les personnes âgées, notamment à travers l'augmentation de la pension de vieillesse, je me demande si j'ai vraiment touché un sou à ce jour ou si pendant ses deux mandats, j'ai simplement prépayé ma pension avec ce qu'il m'a volé. De plus, pendant que j'ai été traitée de « *couillon* » par un ancien ministre et critiquée et dénigrée par un autre ministre, je suis toujours celle qui a pris de mauvaises décisions en investissant à la Bramer et j'ai le devoir de prouver le contraire.

"To sum up, the crash of BAI/Bramer will remain the greatest sinful, shameful, unforgettable action committed by this government and it is also humanly unforgivable. God knows the whole truth and in His time, the truth will come to light."

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le WAQF : un outil de financement de l'investissement

■ Par Dr. Kalbaza Amal
Université de Mostaganem, Algérie

La Chari'â islamique se caractérise par une réglementation raffinée en matière de Waqf dans tous ses aspects : objectifs, types, rôle social, etc. La Chari'â en fait distingue trois types de Waqf : le Waqf religieux pur et simple, le Waqf philanthropique et le Waqf privé ou familial (Dhorri). Le premier type consiste à affecter des biens à des fins de culte (Ibadah) au sens restreint (construction de mosquées etc.). Il a été pratiqué, dès l'aube de l'histoire, par tous les peuples. Des synagogues, des églises, des mosquées et d'autres lieux de culte ont été construits. Le Waqf philanthropique (al-Waqf al-khairi) consiste à affecter des biens immobiliers ou autres à des œuvres de bienfaisance, telles que la protection sociale, culturelle, éducative ou la santé publique. Certaines formes de Waqf ont été connues avant l'Islam, mais ce sont les musulmans qui ont élargi son domaine d'intervention. Si le Waqf sert plusieurs objectifs en même temps, il s'appelle alors « Waqf commun ».

Le Waqf représente une institution islamique qui a fait l'objet d'un intérêt particulier en raison de son rôle positif dans le renforcement des efforts de développement pour le bien-être social.

Récemment, cet intérêt s'est manifesté dans certains pays musulmans dans la perspective de revivifier et de consolider cette prodigieuse institution. Des études ont été entreprises par des penseurs et des centres de recherches en vue d'explorer les effets du Waqf dans le passé et de définir sa place dans la société musulmane contemporaine.

Le présent papier a pour objectif de présenter le

rôle du waqf dans le système économique, ainsi nous allons répartir ce papier en trois sections : I. Légitimité et caractéristiques du bien Waqf ; II. le Waqf et le développement économique ; III. Les instruments de la finance islamique et les Waqf.

Légitimité et caractéristiques du bien Waqf

Définition

Le Waqf est défini traditionnellement comme une aliénation d'un bien foncier destiné à être un lieu de prière, ou dont l'utilité est attribuée exclusivement à entretenir les lieux de prière. Ce fut le cas pour la Kabaa construite par le Prophète Ibrahim (PPSL) en tant que havre de paix et de prière, et de la mosquée Qoubaa édifée par le Prophète Mohammed (PPSL) en Médine.

Le terme Waqf ou Habs signifie dans le fiqh islamique l'inaliénabilité du droit de propriété qui ne peut plus passer à une tierce personne. Dans son sens général, le Waqf signifie ainsi une inaliénabilité de la propriété du bien et une aliénation de l'usufruit de ce bien au profit d'une bienfaisance.

Il y a ainsi unanimité sur la propriété de l'usufruit par le destinataire. Mais il y a trois interprétations au niveau du statut définitif de la propriété Waqf : une tendance qui aliène la propriété à Dieu, et l'usufruit au bénéficiaire (compagnons de Abou Hanifa : Abou Youssef et Mohammed Ben Al Hassan et certains courants chafrites) ; une tendance qui aliène la propriété au donateur et l'usufruit au bénéficiaire (certains courants chafrites et hanbalites) ; et une

tendance qui aliène la propriété au donateur et l'usufruit au bénéficiaire (le courant malékite et certains courants hanafites).

L'intérêt de ces distinctions réside dans la différenciation juridique entre le Waqf et la donation. Ainsi, la donation suppose que la charge d'entretien du bien soit assuré par le bénéficiaire, alors que le Waqf maintient en principe cette charge sur le donateur.

Légitimité

Les fouqahas sont pratiquement unanimes sur la légitimité du Waqf. Celle-ci est justifiée par des textes généraux du Coran, tels que « Vous n'aurez jamais la charité à moins de faire largesses sur ce que vous chérissez » [Sourate (3) Al Amran], « Mais il vaut mieux pour vous de faire remise si vous le savez » [Sourate (2) La Vache (280)] et des Hadiths du Prophète (PPSL) tels que : « A la mort du fils d'Adam s'arrête la rétribution de son travail sauf dans trois cas : une aumône courante, ou une science qui profite à autrui, ou un bon fil qui prie pour lui ».

Les objectifs du Waqf

- Un objectif moral : celui de se rapprocher de Dieu par un acte de Sadaqa (aumône), particulièrement lorsque cet acte contribue à l'édification d'une mosquée, ce lieu de lumière au niveau de l'éducation des âmes et des esprits.
- Un objectif social par l'aide des catégories pauvres et nécessiteux, des malades, des handicapés, des vieillards, de manière à confirmer le principe de Takafoul (solidarité), qui est le soubassement social de l'Islam.

c. Un objectif culturel, celui de pouvoir par l'édification des écoles Waqf agrégées dans la formation de l'homme musulman, la science et la conscience. Le prolongement naturel des lieux de culture a été tout naturellement les écoles coraniques d'abord, ensuite multidisciplinaires, pour devenir enfin spécialisées dans les différentes sciences.

d. Un objectif économique de redistribution des revenus d'une manière statique, et d'investissement social d'une manière dynamique. Une forme d'éducation en matière de comportement économique du musulman doit apparaître d'une part, et d'autre part, une intégration de l'économie islamique doit pouvoir se réaliser pour servir à créer des banques islamiques, comme ce fut le cas de la Banque Faïçal Al Islami en Egypte par les Waqf en Egypte, et de Bank Attadamoun Al Islami au Soudan, et la Société Islamique du Luxembourg par les Waqf des Émirats arabes unis.

Caractéristiques des Waqfs

On peut subdiviser le Waqf selon deux types de distinction : une distinction selon la nature : le Waqf foncier (Waqf Aqar), ou capital fixe et le Waqf liquide (Waqf Manqoul) ou capital circulant, tel celui des actions fréquemment utilisées en Egypte ; et une distinction selon la finalité : le Waqf de bienfaisance (Waqf Khairi) et le Waqf de descendance (Waqf Ahli). Ce dernier cherche le plus souvent à protéger la descendance du bienfaiteur ou des membres de sa famille dans le besoin.

(À suivre)

Ramadan, le mois de la Solidarité

Le Ramadan est le mois de jeûne pour les musulmans du monde entier. Les musulmans s'abstiennent de manger, de boire et d'avoir des rapports sexuels de l'aube au crépuscule pendant toute la durée du Ramadan. Le jeûne est au fait une forme de privation et d'effort corporel. À un certain niveau, s'abstenir de besoins et de plaisirs sensuels est en effet une expérience physique.

Le jeûne n'est pas simplement un moment pendant lequel les gens se privent de plaisirs physiques, mais c'est une occasion d'exercer une retenue morale et de faire l'expérience de la croissance spirituelle. Le Ramadan est un temps de souvenir de Dieu et de renouvellement de l'engagement envers les valeurs élevées et nobles qu'Il a révélées à l'humanité. Et rien ne nous donnerait le sentiment d'accomplissement spirituel qu'un état de piété, de conscience de Dieu, que le Ramadan nous aide à réaliser.

Le jeûne du mois de Ramadan est l'un des cinq piliers de l'islam, qui sont les fondations sur lesquelles toute la structure de l'Islam est construite. Rien ne donne plus de pouvoir à une communauté que le développement du caractère moral de ses membres. En incarnant les valeurs morales de la révélation divine, les gens peuvent avoir une vie sociale plus élevée, une vie basée sur le respect et l'aide mutuels, comme elle est basée sur des relations honnêtes et équitables, et un sens du devoir qui encourage les gens à observer les principes du droit et de la justice dans la poursuite de leurs intérêts variés et concurrents.

Perte des valeurs

Par ce mois sacré du Ramadan, on constate la détresse dans laquelle vivent beaucoup

de familles mauriciennes. Les parents ont des difficultés à transmettre à leurs enfants les valeurs, et l'écart se creuse davantage entre eux. Ces jeunes en quête d'authenticité et qui sont aspirés vers l'irrésistible attrait d'une nouvelle culture mondialisée, sont conduits à adopter un style de vie et de loisir étranger aux valeurs des siens.

Beaucoup parmi nous ont du mal à comprendre le sens des récits divins et restent souvent étrangers aux valeurs que leur tradition religieuse cherche à promouvoir. Or, aujourd'hui à Maurice, plusieurs signes indiquent que beaucoup de valeurs traditionnellement admises ne sont plus respectées dans les familles, à l'école, dans le commerce, les affaires, l'administration, dans les rues de nos villes, aussi bien que dans nos villages. Les Mauriciens de toutes les religions s'inquiètent parce qu'ils se rendent bien compte que l'harmonie d'une société se fonde sur un engagement commun à vivre des valeurs fondamentales communes – la solidarité sociale.

La Zakaat

L'esprit de la solidarité sociale demande à ce que les musulmans s'acquittent de la Zakaat, c.à.d. l'aumône obligatoire de 2,5 % du montant total de leurs avoirs tous les ans durant le mois du Ramadan. La Zakaat prend de l'importance en tant qu'instrument de transfert de la richesse excédentaire des riches vers les couches les plus pauvres parmi les musulmans. Par le paiement de la Zakaat, la richesse circule au sein de la communauté. Cette institution a non seulement une influence nivelant, mais elle œuvre également à l'élévation de la communauté dans son

ensemble. La Zakaat, troisième pilier important de l'Islam, est placée juste après la prière dans l'ordre du mérite. Le système de Zakaat qui est exploité par l'Islam garantit que chacun ait une part dans la richesse commune de la société. Les bénéficiaires qui reçoivent leurs parts des fonds ainsi collectés devraient être les groupes vulnérables qui ne manqueront pas de souffrir le plus en période de difficultés. L'histoire de l'Islam, d'autre part, nous donne des exemples de l'éradication complète de la pauvreté.

La Solidarité

La solution islamique de ce phénomène réside dans la solidarité et d'une approche positive de la reconstitution du tissu social, mettant en évidence les initiatives des communautés qui ont su créer ou adopter des méthodes efficaces et des démarches innovantes pour lutter contre la pauvreté et les fléaux. C'est dans ce but précis que des organisations bénévoles islamiques à travers l'île, avec des capacités d'initiative permettant d'améliorer les conditions de vie et de mettre en place des activités génératrices de revenus ont vu le jour afin de lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

Le mois de Ramadan est chez les musulmans un exemple de solidarité où les musulmans donnent généreusement aux pauvres et nécessiteux. Beaucoup font ce travail dans l'anonymat, et avec patience et conviction. Ils n'attendent rien d'eux, sauf d'avoir la satisfaction du Créateur Lui-même.

La solidarité islamique a toujours pour objectif de dresser les piliers solides d'un

développement durable entre les sœurs et frères citoyens d'une île que l'on voudrait être modèle. En conséquence, elle intervient dans les régions dites défavorisées, en distribuant nourriture et autres nécessités de base. De la sorte, elle participe à la reconstruction nationale, car seule la réhabilitation de bonnes conditions de vie permet aux populations éprouvées de reprendre une vie normale.

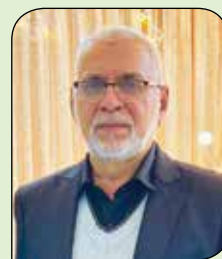
Ouverture vers les autres

Outre de combattre la pauvreté et de réduire les inégalités entre les citoyens, la solidarité islamique encourage aussi l'idée de dialogue entre les différentes religions, appelant à défendre l'Islam et son image par la tolérance, le partage et la compréhension mutuelle.

À Médine, lorsque le Prophète y entra pour la première fois, il demanda à ses compagnons : « Distribuez de la nourriture et répandez la paix ». Il donna l'exemple de bon voisinage avec les gens de toutes les communautés et envoya même de la nourriture aux Mecquois lors de la famine.

Le Saint Coran dit : « Entraidez-vous dans l'accomplissement de bonnes œuvres et de la piété et ne vous entraidez pas dans le péché et la transgression. »

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Par Bashir Nuckchady

In Memoriam - Maulana Ahmad Bashir Keenoo (R.A)

Le 3 avril dernier, voilà presque un an, jour pour jour, que le Maulana Ahmad Bashir Keenoo (R.A) nous a quittés à l'âge de 78 ans pour sa demeure éternelle. Sa mort a laissé un vide immense dans la communauté musulmane, vu le rôle énorme qu'il a joué pendant des décennies en tant que responsable religieux et figure de proue de la communauté.

Maulana est né à Chemin-Grenier le 15 avril 1943 dans une famille d'agriculteurs. Enfant, Maulana fréquentait l'école primaire du gouvernement de Chemin-Grenier de 1950 à 1956. Brillant élève ayant complété son cycle primaire avec brio, son oncle Hajee Abdul Lateef Keenoo le poussa à se joindre au Darul Uloom Aleemiah en 1957. Là, il a eu comme professeurs Hafiz Talebuddin (R.A), Maulana Mehboob Khodabux, Hafiz Zakariya Hossenbux, Hafiz Yusuf Soormally et Mufti Abdul Qadir Sabri. Il devient le premier Haafiz de cette institution en 1959. Maulana a poursuivi des études académiques au collège Aleemiah jusqu'en 1962. Ainsi, il a pu compléter ses études en anglais, français, ourdou, arabe, mathématiques etc. Ses résultats étaient toujours excellents, étant soit premier en classe ou deuxième, dans plusieurs sujets.

En octobre 1962, Maulana Sahab met le cap pour le Pakistan par voie maritime, via Mombasa et Bombay. Il arrive à Lahore en novembre 1962 et sera admis au Dar ul Uloom Jamiah Naemia, où il passera quatre ans. Lors de son séjour à Lahore, Maulana a eu l'unique privilège de diriger le Namaz Taraweeh au Shabina Masjid, rattaché au Mazaar Shareef de Hazrat Ali Hujwiri (R.A), plus connu comme Hazrat Data Ganj Baksh (R.A). Un



soir, un vieil homme lui offrit en cadeau (nazrana) la somme de Rs 25 qui était une somme d'argent importante pour l'époque et lui dit qu'il ne savait pas que les gens venant d'Afrique récitaient aussi bien le Saint Qur'aan.

Maulana Sahab quitta Lahore en 1966 pour aller à Karachi où il se joignit au Institute of Islamic Studies Center qui se trouve à Nazimabad. Il y termina ses études en Tajweed, Qiraat, Tafseer, Hadith, Fiqh, philosophie, logique, psychologie, sociologie, anglais, et 'Comparative Religious Studies'. À Karachi, l'un de ses camarades de classe était nul autre que Sheikh Imran Hosseini, grand savant spécialiste de l'eschatologie islamique.

Maulana Ahmad Bashir Keenoo a fait la fierté de son pays en sortant premier aux examens du Master Darse Nizami pour la cuvée de 1969. Pendant son séjour de 7 ans au Pakistan, Maulana était souvent l'invité de Maulana Shah Ahmad Noorani Siddiqui (R.A), son bienfaiteur qui l'avait emmené au Pakistan.

De retour à Maurice, Maulana épousa la fille benjamine de Shah Moosa Oozeerkhan. Il se joignit au Masjid Al-Aqsa de Plaine-Verte comme Khateeb en 1970 où il y demeura jusqu'en 1972. Puis il est parti pour le Masjid Maulana Shah Muhammad Abdul Aleem Siddiqui de Rose-Hill, de 1972 à 1975, et fut ensuite Khateeb de Noor-ul-Iman Masjid de Beau-Bassin, de 1975 à 1986.

En 1975, la World Islamic Mission voit le jour et Maulana est choisi par le Maulana Shah Ahmad Noorani Siddiqui (RA) pour être son premier président, poste qu'il a tenu pendant plus de 20 ans. Sous l'impulsion de Maulana et de ses fidèles amis, WIM grandira en une

organisation solide avec au moins 34 branches dans tous les coins et recoins de l'île. On peut dire que WIM a certainement connu son apogée sous la fêrle de Maulana Keenoo.

En 1986, Maulana est nommé principal du Dar-ul-Uloom Aleemiah dans le but de produire plus de Haafiz et d'Imams. C'est à cette époque que sur le conseil de Maulana Keenoo, Maulana Noorani (R.A) suggère d'offrir des repas pendant les célébrations du Yaum-un-Nabi (SAW). Maulana a formé pas moins que 21 Hafizul Quraan et 40 Imams lors de son passage au Dar ul Uloom comme principal. En outre, il a fait envoyer plusieurs étudiants à l'étranger pour des études plus poussées.

En 1993, Maulana est victime d'un premier accident cérébral qui affecte le côté gauche de son corps. Il est alors âgé d'à peine 50 ans. En 2002, il subit une grande opération du cœur mais cela ne l'a pas empêché de continuer ses efforts dans le chemin d'Allah. Ce qui est encore plus surprenant, c'est qu'il n'a jamais perdu de mémoire son Hifz. Chaque année, il faisait le Namaz Taraweeh chez lui et très souvent, il terminait le Khatmul Quraan le 23 ou le 25 Ramadan.

En dépit de ses problèmes de santé, Maulana s'est toujours dévoué pour les pauvres et les malades. C'est ainsi qu'en 1993, il fonde le Qadiri Sunni Circle à Phoenix dans le but d'aider les plus nécessiteux. Grâce à ses efforts, il négocia un lopin de 3 arpents pour cette institution. Et c'est ainsi que le 'Sir Abdul Razack Mohamed Centre' a vu le jour en 2002. Pour les malades sa porte restait toujours ouverte, ne refusant jamais d'aider ceux qui avaient besoin de réconforts spirituels.

Plusieurs fois membre du Muslim Family Council, Maulana a contribué à mettre sur pied cette institution pour faciliter la réconciliation dans les couples en difficulté et aider ceux et celles qui veulent divorcer. Il a

aussi siégé comme membre du Waqf Board. Son précieux conseil a été sollicité par le State Law Office (SLO) pour rédiger l'ébauche du Muslim Personal Law. Sous son impulsion, plusieurs Madrasahs et Masjids ont pu voir le jour, notamment à Henrietta, Belle-Rose, Grand-Bois etc.

Par moments, Maulana aimait aussi s'adonner à l'écriture. Ainsi plusieurs livrets ont pu voir le jour sur des thèmes comme le Namaz Nafil, le Tajweed, les Du'as pour combattre la jalousie et la sorcellerie et bien d'autres encore. Jusqu'à ses derniers moments, il écrivait. Son dernier livre, les vertus du Kalima Twayyiba vient d'ailleurs d'être publié par sa famille à titre posthume le 19 mars dernier.

Maulana était un Mouride de Maulana Abdul Aleem Siddiqui (RA), ayant pris le Bai'at pendant son enfance. Quand Maulana Abdul Aleem l'a remarqué, il a demandé qui était le père de cet enfant comme s'il pouvait voir que plus tard ce jeune garçon sera un fidèle serviteur de la cause de l'Islam dans cette île Maurice.

Maulana Noorani Siddiqui (RA) avait beaucoup d'estime pour Maulana Keenoo. En 1988, il le fit invité d'honneur à une conférence internationale aux Pays-Bas et aussi par la même occasion participer aux activités marquant l'inauguration du Dar ul Uloom de Den Haag.

Le décès de Maulana Ahmad Bashir Keenoo est survenu le dimanche 3 avril 2022 vers 20h15, soit le 1er Ramadan 1443. Toute sa famille est affligée par son départ. À l'occasion du premier anniversaire de sa mort, nous avons une pensée spéciale pour lui et nous avons en mémoire les services immenses qu'il a rendus à son pays ainsi qu'à sa communauté. Nous prions qu'Allah le fasse entrer dans Sa Miséricorde et lui accorde les plus hautes sphères du Jannatul Firdaus. Aameen.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

KHUTBAH : la réflexion du vendredi

Le concept du Hisbah, l'obligation d'inviter le bien et d'interdire le mal

Louanges à Allah et salutations au Prophète Muhammad (saw).

Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes, car vous ordonnez le Ma'ruf (le bien), interdisez le Mounkar (le mal) et croyez en Allah. [Sourah Ali Imraan (3) : verset 110]

Le concept du Hisbah, l'obligation d'ordonner le bien et d'interdire le mal est spécifique à notre Ummah et une condition pour son éventuel succès.

Allah (swt) affirme, au verset 67 du sourah Tawbah (9) :

Les hypocrites, hommes et femmes, appartiennent les uns aux autres. Ils ordonnent Mounkar, interdisent le Ma'ruf et replient leurs mains.

Au verset 71 du même sourah, Allah dit :

Les croyants et les croyantes sont les alliés les uns des autres. Ils ordonnent le Ma'ruf (le bien) et interdisent le Mounkar (mal).

De ces versets, nous pouvons déduire qu'Allah a fait de l'action d'ordonner

le bien et d'interdire le mal, l'élément qui fait la différence entre les croyants et les hypocrites.

Les ulémas ont ainsi défini le Hisbah comme ordonner un bien qui a été abandonné délibérément et d'interdire un mal qui est pratiqué ouvertement. Le Qur'an, la Sunnah et le consensus au sein de l'Ummah s'accordent à dire qu'ordonner le bien et interdire le mal est une obligation, un devoir.

De plus, Allah le confirme, au verset 104 du surah Al Imran (3).

Que soit issu de vous qui appelle à (tout ce qui est) bien, ordonne le Ma'ruf, et interdît le Mounkar. Et ce sont eux qui réussiront.

Le Prophète (saw) a aussi dit : « *Celui qui voit un mal, qu'il l'arrête de ses mains. S'il ne peut pas, qu'il (l'arrête) de sa langue. S'il ne peut (toujours) pas, qu'il le déteste de son cœur et c'est la plus faible forme de l'Iman.* »

Selon Al Qurtubee, vous n'êtes la meilleure communauté que si vous invitez le bien et interdisez le mal. Donc, cet honneur est dépendant de

ces deux caractéristiques.

De nos jours, nous avons malheureusement abandonné le Hisbah, sous prétexte de ne pas détenir le pouvoir, ou encore de ne pas en avoir les moyens. Ceux qui recherchent le succès dans l'au-delà et aspirent au Plaisir d'Allah se doivent de tenir ceci en compte, surtout qu'il ait été abandonné par ceux qui détiennent le pouvoir. Nous devons avoir l'intention sincère et ne craindre quiconque nous opposerait. Car Allah (swt) dit :

Allah soutient certes ceux qui soutiennent Sa (Cause).

Selon Ibn Taymeeyah, il s'agit d'une responsabilité collective (*fard kifaya*), mais devient une responsabilité individuelle (*fard 'ain*) si personne ne la pratique.

Il faut souligner ici que le critère pour décider ce qui est bien ou ce qui est mal est la Shari'ah et non les opinions ou les tendances personnelles.

Les Musulmans ne doivent pas négliger une obligation aussi importante que le Hisbah en dépit

de la difficulté ou de l'adversité. Le vrai Musulman ne doit pas se laisser décourager par la multitude de vices et péchés qui prévalent au sein de notre société. Cette profusion de péchés ne devait pas le pousser à désespérer des mérites et des avantages de pratiquer le Hisbah : il commettrait ainsi un péché en négligeant cette obligation basant sur des prétextes fallacieux.

Abandonner le Hisbah entraînerait un changement au système des valeurs de la société, autant que le bien serait considéré comme le mal, et le mal considéré comme le bien. Il n'y a qu'à voir la prévalence de l'indécence dans la société actuelle ou l'ampleur que prennent les jeux de hasard.

Le fait que les rênes du pouvoir n'aient pas été confiées aux mains de l'Ummah pendant longtemps n'est pas une excuse pour délaissé l'action d'ordonner le bien et d'interdire le mal. En fait, encourage la vertu, interdire le mal et croire en Allah sont les préconditions pour l'existence même de l'Ummah.

Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes, car vous ordonnez le Ma'ruf (le bien), interdisez le Mounkar (le mal) et croyez en Allah. [Surah Al Imraan, verset 110]

Ceux qui ont une part active dans la propagation de l'Islam et qui s'efforcent à l'établir sur Terre doivent prendre le leadership dans le Hisbah. Ils ne doivent pas se limiter à faire du bien et à éviter le mal, mais ils doivent ordonner le bien et interdire le mal dans le but d'accomplir ses conditions pour prévaloir sur terre.

De plus, le Hisbah est l'une des bases du Mouvement islamique, qui ne doit pas être abandonné par ceux qui s'y engagent, autrement leur Dawah s'évaporerait et ils failliraient certainement.

Allah soutient certes ceux qui soutiennent Sa (Cause). [Surah Al-Hajj (22), verset 40.]

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Iftar Parties...

Le Maulana Khodadin dit STOP!

Par le biais d'une lettre ouverte, le Maulana Shameem Khodadin a exprimé son désarroi face à une pratique qui devient de plus en plus courante – les 'Iftar Parties' ! Le Maulana se désole ainsi du fait que les Mauriciens de foi musulmane se sont laisser berné par le diable. « Sa ler ki fer Iftar la, sunnah, se dimann duah, pas al fer party, buku dimounn nek concentrer lor gato, au lieu dimann duah ou fer Namaz Maghrib », deplore-t-il. Dans sa lettre, il exprime aussi son mécontentement vis-à-de ces fonctions, au détriment de la spiritualité du mois du Ramadan. « Kifer zame tann dir pe fer Sehri Party ? », se demande le Maulana.

Selon lui, « récemment nous fine témoigne banne évènement bien triste. Dans ene région dans centre du pays, Association de banne Masjid organise ene program Yaum un Nabi qui durer pendant 2 heures temps, mais fine donne ene Imaam seulement 4 minutes la parole. Dans même program, Premier Ministre gagne plus qui 20 minutes pour causer !!! Quel Honte !!!... Dans même région, ene Masjid célébrer 150 ans so l'existence et encore ene fois, faire ene célébration cotte Politicien à l'honneur et pena même ene Aalim pour prend la parole pourtant l'occasion c'est Masjid so l'existence pendant 150 ans. Quel Honte !!! Voilà dans qui niveau nous fine arriver ».

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
29th Port-Louis Scout Group
Ramadan Project 1444AH | 2023
Humanitarian Action
Community Service

CONTRIBUTION : SADAQAH | LILAH | ISALE SAWAB
CONTACT : MUNGAR ZAHIR 58334188 | 58245505
CONTACT : WAZIR SAIRALLY (VENTURE LEADER)
☎59266970

SADAQAH JARIYAH IS AN ACT OF GIVING IN
A WAY THAT KEEPS ON GIVING.

Ramadan
Mubarak

من دواعي سروري ان اخدمك
It was a pleasure to serve you
RAMADHAN HOTMEAL PROJECT
29_venture_scout_pl
Camp yelloff, port louis
THRU
the venture scout team

Your Contribution will be highly appreciated
JazakAllah khayr

Le MLC vient en aide à une quinzaine de familles

En ce mois du Ramadan, le Muslim Ladies Council poursuit ses œuvres caritatives. C'est ainsi que la présidente, Mariam Goodur, en compagnie des membres de son association sont venus en aide, à travers des colis alimentaires, à une quinzaine de familles à Vallée-Pitôt, jeudi.

Ces familles ont pu d'ailleurs choisir les denrées alimentaires, selon leurs besoins spécifiques. Cela a été rendu possible grâce au soutien de 'Dream Price'.

Outre cette aide alimentaire, le MLC compte développer des projets d'accompagnement sur le long terme, pour certaines de ces familles. La possibilité d'offrir une bourse d'étude à un élève et des traitements de physio à domicile pour une jeune divorcée est ainsi envisagée.

Muslim Educational Charitable and Cultural Association (MECCA)

Chers frères et sœurs en Islam,
Assalamualaikum wa Rahmatullahi wa Barakaatuhu
Ramadaan 1444 AH/2023 Mubarak

Le Comité Exécutif de la Muslim Educational Charitable And Cultural Association (MECCA) vous remercie pour vos dons et prie Allah le Tout Puissant d'accepter notre jeûne. Qu'Allah nous préserve et nous couvre de sa grande miséricorde et qu'il nous accorde à tous un mois de Ramadan très fructueux. Nous resterons fidèles à nos buts et objectifs en apportant notre soutien à nos coreligionnaires qui ont besoin d'une aide financière pour poursuivre des études à Maurice ou à l'étranger.

Pour ce faire, nous comptons, comme toujours, sur votre générosité et vos dons sous forme de Zakaat, donation, Lillah, Khairaat et Sadaqah.

Muslim Educational Charitable and Cultural Association

Transfert Bancaire sur le compte

Juice

my.t money

blink by EMTel

MCB

000 010 282 521

Les dons à MECCA étant déductibles des impôts (Income Tax), si vous souhaitez obtenir un reçu pour votre don, contactez Frère Adam Motalla sur le 5750 7406 par WhatsApp ou par Email sur meccantius@gmail.com en mentionnant votre numéro de téléphone ou adresse email et le numéro de votre carte d'identité. Pour obtenir un reçu par la poste, veuillez mentionner votre adresse résidentielle.

Notre liste de Collecteurs :

Adam Motalla	Municipalité de Port Louis / 70 Rue E Pellereau - Port Louis 9eme Miles - Rue John Kennedy Triolet - Tel 5750 7406
Samad Ameer Meea	Shan E Rassool Mosque (Rue Large) - P. Louis Tel 5794 6136
Ibrahim Kika	46 Rue Desroches - Port Louis - Tel 5766 4579
Magasin Belami	Rue Corderie et Sir S Ramgoolam vis-à-vis Masjid Markazi - Port Louis
Anwar Abbasakoor	9 Rue Sir Virgile Naz - Port Louis Tel 5729 9899
Ziyaad Ally Alladeen	Rue John Kennedy - 9eme Miles Triolet 5255 1106
Aslam Vawda	7 Rue Sir Virgile Naz - Port Louis - Tel 5733 3440

RÉCITATION DU QURAN PAR DES HUFFAZ INTERNATIONAL

DATE: SAMEDI 08/04/2023 | 1 HEURE 13H30
VENUE: CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE - PORT-LOUIS

SHEIKH HABBU MUZAMIL MOHAMED
HASAN DARS UL HAQ
MUSULIM, ST ANDREW
EGYPT

SHEIKH AYMAN ABDELMOHSEN ELBAWKY
HASAN AL ABRAAR
PITTY VENGER
EGYPT

QARI MOHAMMAD FAZEL MAWDOODI
HASAN BAIT UL ALLAH
PARIS, FRANCE
FRANCE

SHEIKH MUHAMMAD MADANI AL HUSSAINI
HASAN AL AQSA
PORT-LOUIS
PAKISTAN

SHEIKH SAAD AL BANNA
AL BANAAN ISLAMIC & FUNERAL CENTRE - PORT-LOUIS
PORT-LOUIS
PAKISTAN

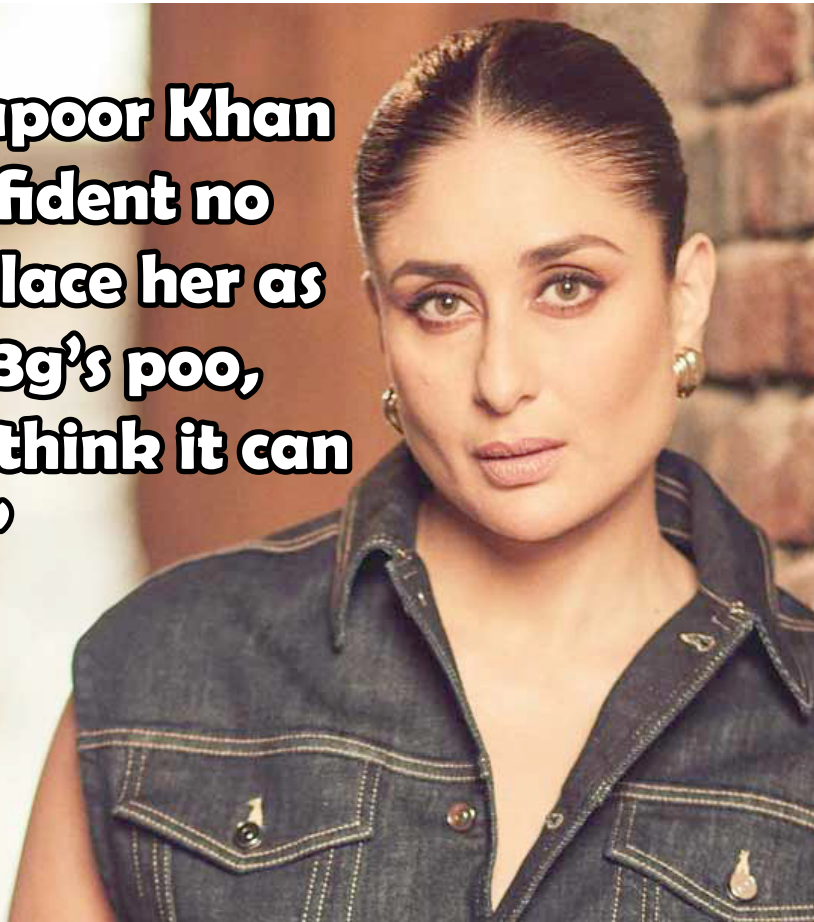
SHEIKH MUHAMMAD MAWDOODI
HASAN BAIT UL ALLAH
VALLEY DES PRETRES
BERN
SWITZERLAND

SHEIKH LUQMAN HOSSAIN
HASAN BAIT UL HAQ
VILLAGE GRAND-PORT
MAURICE

SHEIKH HOSSAIN MAWDOODI
HASAN BAIT UL HAQ
PORT-LOUIS
BANGLADESH

CDI ISLAM
+230 2173307
cdimauritius

Kareena Kapoor Khan is super confident no one can replace her as the iconic k3g's poo, says "don't think it can be touched"



Bollywood's Begum Kareena Kapoor Khan has portrayed several iconic scenes in her career spanning more than two decades. Out of all her legendary roles, Kareena's role of Poo aka Pooja Sharma from Shah Rukh Khan starrer movie Kabhi Khushi Kabhie Gham is one of her most loved performances across all ages.

The 42-year-old in an interview recently stated that Poo is one role she would not want a spin-off of. The celebrated Hindi cinema star shared that she is not open to the idea at all even if it is purely in the sense of fashion. Read on to know more.

In an interview with News 18, Kareena Kapoor Khan asserted that she wants the character of Poo untouched. When asked who else can play the character, Bebo, who brought the magic of Poo to the screens 22 years ago, rejected the idea saying, "Never. As you said, Poo was truly an iconic character. Some characters need to remain untouched and loved for what it was. I don't think it can be touched, I don't think it should be and nobody can play Poo." On the other hand, Kareena was open to the idea of bringing back Poo's Bole Chudiya outfit which was designed by Manish Malhotra for Kabhi Khushi Kabhie Gham.

Jawan underwater sequence leaked! Enormous set in place for Shah Rukh Khan starrer, fans can't keep calm!



Shah Rukh Khan made a comeback with a bang with his Pathaan and he and others are still basking in the success of the film. It has clearly increased the fans' excitement for his next Jawan, which will also be filled with exhilarating action, and leaked footage from the sets is going viral all over the internet. The film is being helmed by Atlee. Keep scrolling to find out more about the leaked footage

of the much-anticipated film SRK.

For the unversed, the SRK-led will star south superstars, Nayanthara and Vijay Sethupathi alongside him. And as per reports, Sanya Malhotra and comedian Sunil Grover are also a part of the project. There were rumors going around that King Khan's Pathaan co-star Deepika Padukone might also make a guest appearance.

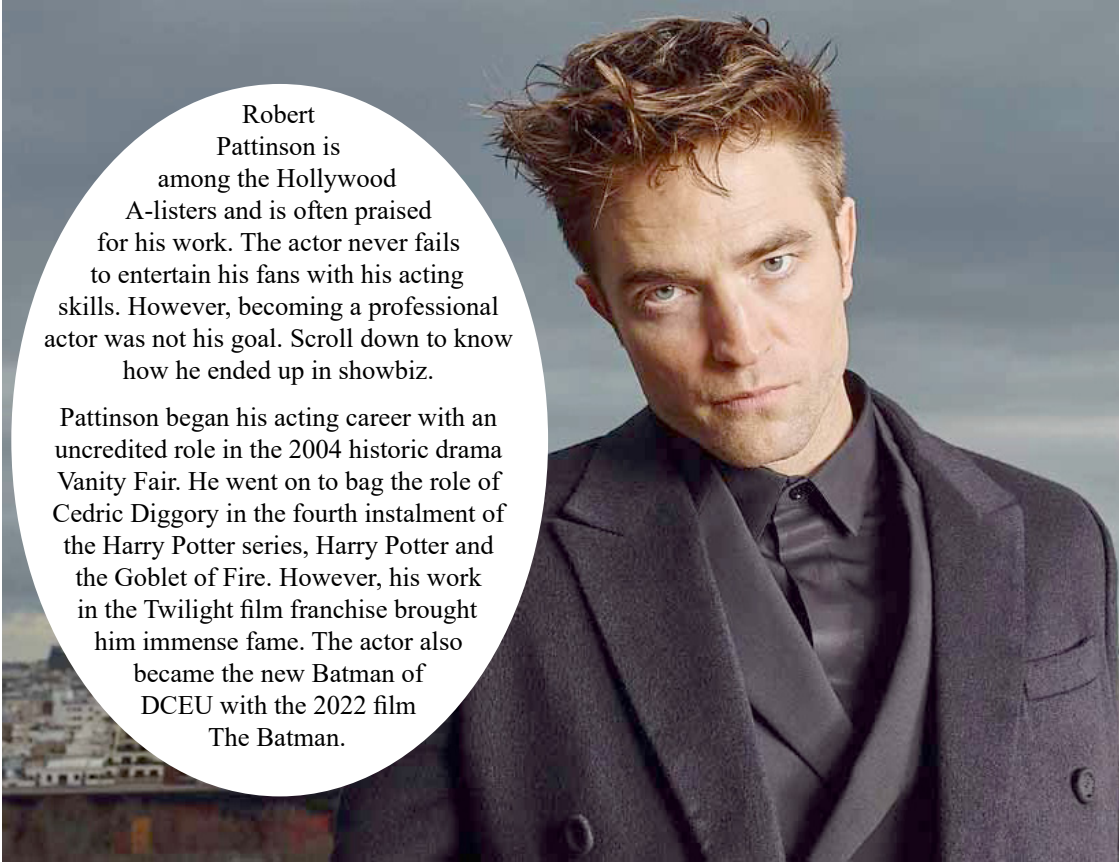


Suhana Khan wears Gauri Khan's old animal print dress as she parties with Agastya Nanda, Tania Shroff, Ahan Shetty

Suhana Khan attended Tania Shroff's birthday party recently. Tania, who is actor Ahan Shetty's girlfriend, had celebrated her birthday in Mumbai with a star-studded party that was graced by budding actors Shanaya Kapoor and Khushi Kapoor as well as Amitabh Bachchan's grandson Agastya Nanda, who is reportedly dating Suhana. For the bash, Suhana picked a dress from mom Gauri Khan's wardrobe.

Suhana, who will soon be making her acting debut in Zoya Akhtar's Netflix film, The Archies, wore an animal print dress that was earlier worn by Gauri Khan. A fan page shared a collage of the mother and daughter wearing the same dress years apart. While Suhana styled the off-shoulder snake-print dress with a grey and black belt and a sling bag, her interior designer mother had worn the same dress with a huge black belt and glossy makeup.

‘Batman’ robert pattinson once revealed he became an actor to impress his crush, “i have no idea why...”



Robert Pattinson is among the Hollywood A-listers and is often praised for his work. The actor never fails to entertain his fans with his acting skills. However, becoming a professional actor was not his goal. Scroll down to know how he ended up in showbiz.

Pattinson began his acting career with an uncredited role in the 2004 historic drama Vanity Fair. He went on to bag the role of Cedric Diggory in the fourth instalment of the Harry Potter series, Harry Potter and the Goblet of Fire. However, his work in the Twilight film franchise brought him immense fame. The actor also became the new Batman of DCEU with the 2022 film The Batman.



Selena gomez spotted with Zayn Malik’s assistant amid strong dating rumours, Netizens ask “wasn’t she dating drew Taggart?”



Selena Gomez has been under the radar over her love life. She’s been single for too long after her heartbreaking split with Justin Bieber in 2018. Earlier this year, she was spotted with Chainsmokers fame Drew Taggart at a bowling game. They were even spotted holding hands during a dinner date which confirmed their romance. However, the pop star denied all the rumours. This time, however, she has remained tight-lipped about

reports of dating Zayn Malik. Scroll below for the latest update!

It all began as Zayn and Selena were allegedly spotted at a New York restaurant on March 23. While there isn’t any concrete proof, an eyewitness claimed that the couple was all lovey-dovey and even stole a kiss during their outing. Amidst it all, his sister rooted for Gomez by sharing her latest bikini post on her Instagram stories.

Game of Thrones fame Maisie Williams is excited to be in Mumbai! Shares video saying “i am losing my mind”

Maisie Williams took to Instagram & shared a video of her hotel room wherein she seemed dazzled after seeing the decor.

Actress Maisie Williams, who plays Arya Stark in the series ‘Game of Thrones’, is in Mumbai and she shared her excitement on social media. Maisie will be joining actress Freida Pinto for the Christian Dior show held here. The star took to Instagram, where she shared a video of her hotel room in Mumbai and seemed dazzled after seeing Indian decor. Game Of Thrones Fame Maisie Williams Is Excited To Be In Mumbai! Shares Video Saying “I Am Losing My Mind”

Le pape François sort de l'hôpital après trois jours de soins

Le pape François doit sortir samedi de l'hôpital où il était hospitalisé pour une bronchite. Il présidera ainsi, dimanche, la messe du Rameaux place Saint-Pierre, à Rome, marquant le début de la semaine sainte précédant les célébrations de Pâques.

Après trois jours de soins pour une bronchite, le pape François doit sortir de l'hôpital samedi 1er avril et rentrer au Vatican où il présidera la messe des Rameaux le lendemain, marquant le début des célébrations de Pâques.

Vendredi, le jésuite argentin de 86 ans a effectué une visite surprise dans le service d'oncologie pédiatrique de l'hôpital Gemelli à Rome, apportant aux enfants des œufs en chocolat, des chapelets et des livres. François a également baptisé un nouveau-né de quelques semaines. Sur une vidéo et des photos diffusées par le Vatican, on voit le pape, souriant, appuyé sur un déambulateur, écrivant sur un papier et aspergeant d'eau bénite la tête du nouveau-né.

Quelques heures plus tôt, le Vatican avait confirmé que le pape quitterait l'hôpital samedi et présiderait bien la messe du



dimanche des Rameaux place Saint-Pierre, après deux jours de rumeurs dans les médias. Cette cérémonie marque le début de la semaine sainte précédant les célébrations de Pâques, principal temps fort de l'année chez les catholiques.

L'état de santé de l'évêque de Rome, qui avait été hospitalisé mercredi après des difficultés respiratoires, s'est rapidement amélioré et il avait repris le travail dès jeudi.

François, qui souffre de problèmes de santé chroniques et se déplace en fauteuil roulant en raison de douleurs

au genou, a séjourné dans l'appartement privé créé pour les papes en 1981 au 10e étage de l'hôpital universitaire Gemelli.

"Ce n'est pas possible pour nous d'avoir Pâques sans le pape"

"Sans doute en a-t-il trop fait. Mais c'est un homme fort et je pense qu'il va s'en sortir", a confié vendredi à l'AFP Giuseppe, guide touristique de 43 ans, place Saint-Pierre. "C'est une bonne nouvelle parce que (...) ce n'est pas possible pour nous d'avoir Pâques sans le pape."

L'évêque de Rome avait déjà été

hospitalisé une dizaine de jours à l'hôpital Gemelli en juillet 2021 pour une lourde opération du côlon. Il a reconnu avoir gardé des "séquelles" de l'anesthésie, qui l'ont poussé à écarter jusqu'ici une intervention chirurgicale au genou.

Les douleurs causées par cette articulation, qui l'ont notamment obligé à annuler plusieurs rendez-vous en 2022 et à reporter un voyage en Afrique, sont au cœur de conjectures sur son éventuelle renonciation.

Après avoir évoqué en juillet la possibilité de se "mettre de côté", il avait jugé en février que la "démission" d'un pape ne devait "pas devenir une mode", assurant que cette hypothèse ne figurait "pas sur son agenda pour le moment".

Le pape est suivi en permanence par une équipe de soignants, au Vatican comme lors de ses déplacements à l'étranger.

Un précaution d'autant plus nécessaire qu'il a derrière lui un lourd passé médical: à 21 ans, il a failli mourir d'une pleurésie et a subi l'ablation partielle d'un poumon.

Au Bundestag, le discours très politique du roi Charles III

Pour son premier déplacement à l'étranger, le monarque britannique a loué le soutien militaire « extrêmement courageux » de l'Allemagne à l'Ukraine.

Ceux qui se demandaient si, en devenant le roi Charles III, le prince Charles allait apprendre à parler pour en dire le moins possible, art dans lequel sa mère Elizabeth II excella pendant soixante-dix ans, savent que ce n'est pas le cas. Le discours qu'il a tenu à la tribune du Bundestag, jeudi 30 mars, en fut la démonstration.

Au deuxième jour de son déplacement en Allemagne, premier pays étranger qu'il visite depuis son accession au trône – son séjour en France prévu en début de semaine ayant été reporté en raison du climat social dans l'Hexagone –, Charles III ne s'est pas contenté de propos convenus sur l'amitié germano-britannique. Sur deux sujets d'actualité du moment, il a défendu des positions claires.

La guerre en Ukraine, d'abord. « La guerre d'agression contre l'Ukraine a causé des souffrances inimaginables à des innocents. D'innombrables vies ont été détruites ; la liberté et la dignité humaine ont été brutalement bafouées. La sécurité de l'Europe est tout aussi menacée que nos valeurs démocratiques, a-t-il déclaré. Nous sommes bouleversés par cette terrible destruction. Mais nous pouvons puiser du courage dans notre unité – pour défendre l'Ukraine, la paix et la liberté. »



Au Sénégal, la France tente d'afficher une nouvelle « neutralité »

Entre Macky Sall, soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat, et Ousmane Sonko, son principal opposant, Paris est contraint à un jeu d'équilibriste à un moins d'un an de la présidentielle sénégalaise.

Un rendez-vous d'« opportunité ». Un échange « sans tabou ». Jeudi 23 mars, Nadège Chouat, numéro deux de la cellule Afrique de l'Elysée, a profité d'une mission à Dakar pour rencontrer Ousmane Sonko, le leader de l'opposition sénégalaise. Une discussion de près de deux heures durant laquelle le candidat à la prochaine élection présidentielle, qui aura lieu le 25 février 2024, a profité de ce face-à-face inédit – et resté confidentiel jusqu'ici – avec l'émissaire d'Emmanuel Macron pour « dénoncer des relations asymétriques » entre la France et le Sénégal. Lui « veut les rendre plus symétriques », explique-t-on à l'Elysée,

s'il arrive à terrasser Macky Sall.

La rivalité entre l'actuel chef d'Etat du Sénégal, soupçonné de se préparer à un troisième mandat contesté, car potentiellement contraire à la Constitution, et le président des Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), fracture le pays en deux camps. Il suffit de constater la violence dans les rues de Dakar, ces dernières semaines, à l'occasion du procès de M. Sonko, renvoyé devant la justice pour diffamation. On lui reproche d'avoir accusé Mame Mbaye Niang, ministre du tourisme, de détournement de fonds.

Xavi a reçu une offre de prolongation du Barça



Le FC Barcelone en a désormais fait une priorité, et veut prolonger son entraîneur Xavi au plus vite. Le club catalan aurait transmis au technicien barcelonais une offre de contrat courant jusqu'à 2026, selon 'Sport'.

Un an et demi après son arrivée, les

travaux réalisés par Xavi semblent satisfaisants pour le FC Barcelone. Sous contrat jusqu'en 2024, le club catalan souhaite prolonger l'ex-milieu de terrain du club.

'Sport' révèle qu'une offre de prolongation serait déjà sur la table de

Xavi pour un contrat allant jusqu'en juin 2026. L'opération Xavi serait donc lancé dans les bureaux du Camp Nou.

Mais l'entraîneur des 'blaugranas' veut rester concentré sur la fin de saison et les objectifs à accomplir avec l'équipe, leader de Liga, et avec une place à aller chercher en finale de Coupe du Roi le 5 avril. Il préfère donc attendre quelques semaines avant de prendre une décision.

Il serait logique que l'homme de 43 ans accepte de poursuivre avec son club de coeur, mais il a besoin d'un effectif plus compétitif pour répondre à son projet sportif. Iñigo Martinez, Gündogan et un latéral droit seraient les demandes particulières du coach pour la saison 2023/24, tout en sachant que le Barça doit respecter le <fait-play financier>.

Manchester United fonce sur Harry Kane !

Erik ten Hag a fait d'Harry Kane une priorité pour le prochain mercato d'été. Selon plusieurs médias britanniques, Manchester United souhaite entamer très vite des négociations avec Tottenham pour recruter le buteur anglais.

Erik ten Hag a demandé à la direction de Manchester United de recruter Harry Kane. Selon le tabloïd le 'Mirror', les dirigeants de MU ont validé cette piste et espèrent entamer bientôt des négociations avec Tottenham pour recruter le buteur anglais l'été prochain.

Également courtisé par le Bayern Munich ou encore Chelsea, Harry Kane arrive en fin de contrat en 2024, et il n'a toujours pas prolongé. Autrement dit, le prochain mercato d'été est la dernière occasion de le laisser partir pour récupérer un très joli chèque. Cette même source ajoute que le club mancunien pourrait formuler une offre d'environ 90 millions d'euros.

A 29 ans, l'international anglais souhaite découvrir enfin l'envergure d'une équipe de très haut niveau, qui a la capacité de se battre pour des titres nationaux et internationaux.

L'entraîneur de United, de son côté, estime qu'il est crucial de recruter Harry Kane pour lutter pour la Premier League.

Hugo Lloris de retour à l'entraînement

Absent depuis le 5 février dernier, l'ex-gardien des Bleus Hugo Lloris a repris l'entraînement avec son club ce jeudi.

Le 5 février dernier, Tottenham décrochait une victoire précieuse contre Manchester City (1-0). Malheureusement pour les Londoniens, la soirée ne fut pas toute rose puisque Hugo Lloris avait dû quitter ses partenaires, blessé.

Ce jeudi après-midi, 'L'Équipe' nous annonce que le Français est de retour

à l'entraînement. Son retour dans les cages des Spurs leur fera le plus grand bien, puisqu'en son absence, ses coéquipiers se sont fait éliminer de



la Ligue des Champions contre l'AC Milan (0-1 et 0-0). Il en est de même en FA Cup, où Tottenham s'est fait sortir par Sheffield United (0-1), un club de deuxième division. En plus de cela, Antonio Conte a été licencié de son poste d'entraîneur et Fabio Paratici, directeur sportif, a été suspendu.

Hugo Lloris aura à coeur de sauver la saison d'un club dans la tourmente, pourtant 4e de Premier League.

Mbappé est le joueur le mieux payé de Ligue 1

Kylian Mbappé est «logiquement» le joueur qui a le plus gros salaire de Ligue 1, devant Leo Messi et Neymar. L'attaquant français gagne plus de quatre millions d'euros net par mois, selon 'L'Équipe'.

Depuis plusieurs saisons désormais, Kylian Mbappé a démontré qu'il est le meilleur joueur de Ligue 1. Et c'est assez logiquement qu'il touche le plus gros salaire du championnat de France, devant ses coéquipiers et stars Leo Messi et Neymar.

'L'Équipe' a révélé ce matin que l'attaquant français a un salaire mensuel de six millions d'euros brut, soit environ 4,62 millions d'euros net par mois. À l'année, cela fait 72 millions d'euros brut. Un chiffre record.

Derrière Mbappé, on retrouve Neymar avec un salaire de 3,7 millions d'euros brut par mois, puis Messi avec 3,4 millions d'euros.



Jusqu'à présent, dans le top 10, tous les joueurs qui composent la liste des privilégiés sont des joueurs du PSG. Marquinhos et Verratti avec 1,2 million, Hakimi avec 1,083, Donnarumma avec 916 000 euros, Ramos avec 791 600, Bernat avec 730 000 et Mukiele avec 700 000 (par mois).

En résumé, le salaire moyen de l'équipe parisienne est de 1 016 765 euros bruts par mois. Le joueur le mieux payé qui ne joue pas pour le club de la capitale est le Monégasque Ben Yedder, en onzième position avec 650 000 euros par mois.





Lenglet va donner le coup d'envoi de «l'opération sortie» du Barça

La situation financière du FC Barcelone oblige le club à vendre plusieurs joueurs afin d'équilibrer les comptes avant le 30 juin. Clément Lenglet sera le premier à partir en échange de 14 millions d'euros déposés par Tottenham.

«J'ai quitté Barcelone parce que j'ai 27 ans et que j'ai besoin de jouer», déclarait

Clément Lenglet il y a quelques mois après avoir quitté le Camp Nou pour Tottenham, qu'il rejoignait en prêt.

Selon «Sport», Tottenham est très proche de signer définitivement le défenseur central français. La transaction devrait s'élever à environ 14 millions d'euros, ce qui est bien accueilli par les géants catalans.

Le même média ajoute que le défenseur français a réalisé de bonnes performances en Premier League, du moins suffisamment pour convaincre son club de le garder. C'est pourquoi le club londonien a décidé de le recruter définitivement. Le joueur, quant à lui, est prêt à donner son feu vert.

De plus, les négociations entre les deux clubs sont harmonieuses. Les rapports internes de Tottenham sur Lenglet sont excellents sur le plan personnel et professionnel.

Pendant ce temps, le Barça, qui est en recherche de fonds, entamera sa propre «opération sortie» dans le but de trouver une place pour les joueurs qui ne font plus partie du projet du Barça. Sergiño Dest et Samuel Umtiti, tous deux actuellement en prêt en Italie à Milan et à Lecce, sont d'autres candidats à la vente.



Luis Díaz a fait son retour à l'entraînement

Gravement blessé lors d'un match de Premier League face à Arsenal en début de saison, l'attaquant des Reds de Liverpool vient de faire son retour à l'entraînement de groupe ce jeudi.

Victime d'une blessure au genou face à Arsenal en octobre dernier, Luis Díaz a vécu plusieurs mois compliqués, ainsi qu'une rechute en début d'année 2023, alors qu'il était sur le point de faire son retour sur les terrains.

L'attaquant de Liverpool a souffert d'une rupture du ligament collatéral de l'un de ses genoux et devait faire son retour à la fin du mois de mars.

Ce jeudi, l'ancien joueur de Porto a fait son retour à l'entraînement de groupe des Reds, tout sourire, et pourrait avoir quelques minutes de temps de jeu ce week-end face à Manchester City.

Il existe un Messi avec l'Argentine et un Messi avec le PSG

Lors de cette saison 2022/23, marquée par le titre de champion du Monde obtenu avec l'Argentine, Leo Messi a montré deux visages différents.

Leo Messi portera à jamais l'année 2022 dans son cœur. Après des années de désir d'ajouter la Coupe du monde à son palmarès, il l'a enfin fait fin décembre au Qatar, lorsque l'Argentine a battu la France en finale aux tirs au but (3-3). Un triomphe qui confirme que, au moins cette saison, il est bien meilleur avec l'Albiceleste que lorsqu'il joue pour le PSG.

Depuis le début de la saison 2022-23, l'Argentin a marqué 18 buts en 32 matches pour le PSG, pour un total de 17 matches en marquant et un ratio de près d'un but tous les deux matches (0.56).

Nous avons comparé ces chiffres avec ses statistiques avec l'Argentine. Grâce au triplé qu'il a marqué contre Curaçao (7-0) lors du dernier match amical, il en est à 16 buts en 12 matches avec l'Albiceleste cette saison, soit environ 1,33 but par match.



Sur les 12 matches disputés sous le maillot argentin depuis le début de la saison, Messi n'a manqué de marquer que lors d'un seul d'entre eux : contre la Pologne (0-2) en phase de groupes de la Coupe du monde. Dans les autres matches, la Pulga a toujours marqué. En d'autres termes, il a marqué dans 92% des matches disputés avec son équipe nationale.

Si son rendement au PSG est critiqué depuis son arrivée en France, son attitude l'est également. En plus d'avoir des stats inférieures à celles qu'il a avec son pays, le septuple Ballon d'Or montre beaucoup moins d'envie lorsqu'il porte le maillot parisien, même si ses chiffres restent largement au-dessus de la moyenne.

Memphis Depay, forfait face au Betis

L'Atlético de Madrid a publié le rapport médical de Memphis Depay, qui souffre d'une «blessure musculaire à la cuisse» et manquera au moins les deux prochains matches de l'équipe rouge et blanche.

Memphis Depay souffre d'une «lésion musculaire à la cuisse», subie lundi dernier lors du match des Pays-Bas contre Gibraltar, selon le rapport médical de l'Atlético, qui ne précise pas de période de récupération, même s'il sera absent au moins pour les deux prochains matches contre le Betis et le Rayo Vallecano.

«L'attaquant néerlandais commencera des séances de physiothérapie et des entraînements de rééducation, dans l'attente de nouveaux développements», a ajouté le club madrilène sur son site

officiel.

Le rapport médical, comme d'habitude, ne donne pas de période de récupération prévue, bien que ce type de blessure nécessite au moins deux semaines de repos pour revenir à la compétition.



Memphis, qui rejoint Sergio Reguilón et Reinildo Mandava parmi les absents pour le match de dimanche prochain, devrait être remplacé dans le onze de départ, dans lequel il a joué lors des trois derniers matches, par Álvaro Morata, son remplaçant naturel dans l'équipe.

«Je ne sais pas si c'est grave, mais ça ne semble pas mineur», a déclaré Ronald Koeman, son entraîneur aux Pays-Bas, qui l'a remplacé à la 63e minute du match de qualification pour l'Euro 2024 contre Gibraltar lundi.

Memphis a marqué trois buts en huit apparitions avec l'Atlético cette saison, après son transfert hivernal du FC Barcelone.

SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités

E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)



Havertz :

" On pensait que j'étais Messi, ça m'a mis beaucoup de pression "



L'actuel joueur de Chelsea Kai Havertz s'est livré sur ses habitudes de vie au sein du club anglais. Il est notamment revenu sur le fait qu'il était comparé à Lionel Messi à ces débuts. L'international allemand a admis qu'il a ressenti beaucoup de pression quand les Blues ont payé 80 millions d'euros pour le recruter.

L'homme actuel du côté de Chelsea se nomme Kai Havertz. Ce dernier a donné une interview à «The Guardian» et a raconté ce que c'était de signer pour le club londonien. Son club actuel avait payé 80 millions d'euros au Bayer Leverkusen pour le faire déménager.

«Je ne comprends pas comment ils ont réussi à payer autant d'argent, mais je comprends que dans le football, c'est tout à fait normal. Cela amène de la pression, parce que les gens pensaient que j'étais Messi, alors que j'avais juste 20/21 ans», a expliqué l'Allemand.

Il a ensuite évoqué ses débuts aux Blues: «Les gens voient le montant

qu'ils ont payé et il faut bien jouer dès le premier jour. On sent la pression. Les premiers mois n'étaient pas bons».

Havertz s'est finalement bien adapté à la Premier League et est rapidement devenu l'homme providentiel à Chelsea. Auteur de buts importants, il est notamment celui qui a marqué le but vainqueur lors de la victoire des siens en finale de la Ligue des Champions face à Manchester City. Jusqu'à présent cette saison, il a joué 36 matchs au total, marquant neuf buts et délivrant une passe décisive.

«Nous avons une nouvelle équipe, un nouveau manager, de nouveaux visages. C'est un vestiaire complètement nouveau avec beaucoup de personnalités. Il faut s'adapter, créer une relation», a-t-il conclu à propos de l'équipe anglaise.

Dans quelques jours, Chelsea affrontera le Real Madrid en quart de finale de Ligue des Champions.

Paredes et Draxler vont revenir au PSG cet été



Prêtés respectivement à la Juventus et à Benfica, Leandro Paredes et Julian Draxler devraient rentrer à Paris à la fin de la saison, annonce «Fabrizio Romano».

«Fabrizio Romano» annonce ce lundi que Leandro Paredes et Julian Draxler devraient retourner au Paris Saint-Germain à l'issue de la saison 2022/23. Les deux joueurs sont prêts à l'étranger depuis l'été dernier.

Actuellement à Benfica, au Portugal, Julian Draxler s'est blessé à la cheville et n'a pas joué depuis le 4 février avec le club lisboète. Il ne devrait pas

retrouver le chemin des terrains avant la fin de la saison, et donc, ne plus porter la tunique rouge.

De son côté, Leandro Paredes est loin d'être un titulaire indiscutable de la Vieille Dame. Arrivé en août dernier à la Juventus, l'Argentin n'a joué qu'une trentaine de minutes sur les huit derniers matchs de l'équipe turinoise.

Cependant, rien n'indique les deux joueurs seront pris en compte dans le futur du club parisien. Ils pourraient être à nouveau prêts, ou quitter le club.

Gündogan peut permettre à Manchester United d'avoir De Jong

L'avenir d'Ilkay Gündogan est «ouvert», selon son agent et son oncle Ilhan. L'agent du milieu de terrain nie qu'il ait choisi une destination pour 2023-24. United, quant à lui, prie pour qu'il parte à Barcelone, ce qui lui donnerait une chance de recruter Frenkie de Jong.

L'agent et oncle d'Ilkay Gündogan, Ilhan Gungodan, a déclaré que le joueur n'avait pas encore décidé ce qu'il ferait la saison prochaine. Il a souligné que son avenir restait «ouvert» face aux rumeurs selon lesquelles il rejoindrait le FC Barcelone la saison prochaine.

Le contrat du joueur allemand avec Manchester City expire cet été après sept années passées avec le club anglais, au cours desquelles il a remporté quatre Premier Leagues, quatre Coupes de la Ligue et une FA Cup.

Cependant, Gündogan, 32 ans, a été

associé au FC Barcelone, avec lequel il aurait signé un accord préalable pour rejoindre le club catalan cet été, à condition que les Blaugrana surmontent leurs problèmes financiers.

«Il n'y a pas encore d'accord avec aucun club», a déclaré l'agent de Gündogan au journal anglais «The Guardian». «Ilkay se concentre sur Manchester City et sur la naissance de son fils. Il est maintenant dans la dernière partie de la saison, la plus cruciale, et c'est tout ce qui compte pour lui. La question de savoir où il jouera la saison prochaine n'est pas encore tranchée», a-t-il ajouté.

Depuis son arrivée en provenance du Borussia Dortmund, Gündogan est devenu l'un des piliers de l'équipe de Manchester City de Pep Guardiola. Il a disputé 290 matches, marqué 53 buts et porte cette saison le brassard de capitaine.

Manchester United suit de près cette nouvelle et croise les doigts pour que Gündogan rejoigne le Camp Nou. La raison ? S'il peut compter sur ce milieu

de terrain, selon les Red Devils, le Barça pourrait s'ouvrir au transfert de Frenkie de Jong, qui est dans leur viseur depuis longtemps.



Newcastle United vs Man Utd

Renouveau des hostilités

Dans une répétition de la finale de la Coupe EFL de février, les quatre premiers rivaux Newcastle United et Manchester United renouellent les hostilités à St James' Park lors de la confrontation en Premier League dimanche après-midi.

Seulement deux places et trois points séparent les deux mastodontes du classement actuel, alors que les Red Devils sont plutôt troisièmes tandis que les Magpies frappent à la porte en cinquième.

Les discussions sur le titre ont peut-être été quelque peu prématurées, mais le destin de la Ligue des champions de Newcastle est entre leurs mains avant la dernière ligne droite – en grande partie grâce à la période abyssale de Tottenham

Hotspur ainsi qu'à leur reprise de fortune juste avant la pause internationale.

Sans victoires en cinq matchs entre février et début mars, les Magpies ne ressentaient pas l'amour pendant la période de la Saint-Valentin, mais la récolte d'Eddie Howe a remporté une paire de victoires 2-1 contre Wolverhampton Wanderers et Nottingham Forest pour raviver leur lueur d'espoir.

Une puce délicate d'Emmanuel Dennis a été vaine au City Ground, car le doublé d'Alexander Isak a gardé Newcastle à distance de contact de Tottenham, qui n'a que deux points de mieux que l'équipe de Howe à la quatrième place après avoir joué deux matchs de plus.

D'une équipe qui a

gardé des draps propres pour le plaisir à une équipe qui a concédé lors de ses huit derniers matches toutes compétitions confondues, Newcastle n'est plus la force défensive qu'elle était autrefois au cours des premières étapes de la campagne, et seulement deux de ses cinq derniers Premier League, les matchs à domicile se sont soldés par une victoire.

Cependant, seul Liverpool a eu raison des hommes de Howe sur leur propre terrain ce trimestre – et même dans ce cas, les 10 hommes de Newcastle ont donné aux Reds une course pour leur argent – donc Man United doit toujours avoir la tête

froide contre une équipe de Magpies, avec un désir impérieux de vengeance.

Les efforts de haut vol ont sans doute pris le pas sur Man United juste avant la trêve internationale, alors que l'équipe d'Erik ten Hag a remporté des

atouts dans leurs batailles pour la suprématie de la Ligue Europa et de la FA Cup contre le Real Betis et Fulham respectivement.

Après avoir mis en place un quart de finale continental avec les candidats à la relégation de la Liga, Séville, les Red Devils sont sortis victorieux d'un affrontement vraiment chaotique en FA Cup avec Fulham, dont le plan directeur s'est effondré lorsque Willian et Aleksandar Mitrovic ont tous deux reçu leurs ordres de marche.

Mitrovic avait prélevé le premier sang pour les Cottagers avant une poussée inexcusable sur l'arbitre Chris Kavanagh – le Serbe a réagi avec colère au handball de Willian et à l'expulsion qui a suivi – alors que Bruno Fernandes a converti le penalty qui en a résulté avant de terminer son doublé après une frappe de Marcel Sabitzer.

Les rêves d'un quadruplé sont sûrement trop exagérés pour Man United, qui n'a joué que deux fois en Premier League en mars – cette humiliation 7-0 contre Liverpool et le match nul et vierge avec Southampton – les laissant en toute sécurité sur la dernière place du podium et un point d'avance, de Tottenham, qui ont disputé deux matchs de plus.

Alors que Newcastle a perdu son éclat défensif, Man United – plutôt incroyablement – détient le quatrième pire record défensif sur la route cette saison, avec un total de 27 buts encaissés seulement mieux que Bournemouth (38), Nottingham Forest (32) et Leicester City (30).

Des larmes ont coulé sur les visages des joueurs et des fans de Newcastle alors que Man United a mis fin à sa sécheresse de trophées de six ans avec une victoire 2-0 lors de la finale de la Coupe EFL en février, et les Magpies sont sans victoire lors de leurs six dernières confrontations en Premier League avec leurs homologues de Manchester, mais ils sont repartis d'Old Trafford avec un point honorable dans une impasse sans but en octobre.

